

Culture

Rencontre avec ces influenceurs qui séduisent les milieux culturels P. 4-5

Éco&transition

Le vieillissement de la population active agite les entreprises P. 12

Livres&idées

Tracy Chevalier, maîtresse du temps P. 19

éditorial

Jean-Christophe Ploquin

Offensive verbale

Le soutien renforcé d'Emmanuel Macron à l'Ukraine irrite la Russie.

On finirait presque par s'habituer. Vladimir Poutine a une nouvelle fois brandi la menace nucléaire dans le contexte de la guerre en Ukraine. Il utilise cet argument de façon récurrente pour dissuader les pays occidentaux de soutenir Kiev. Mardi 28 mai, toutefois, son avertissement fut spécifiquement destiné à la France. De façon elliptique mais aisément décryptable, il a ainsi répondu à Emmanuel Macron qui venait de se prononcer en faveur de l'usage, par l'armée ukrainienne, de missiles de fabrication occidentale pour détruire des sites militaires en territoire russe.

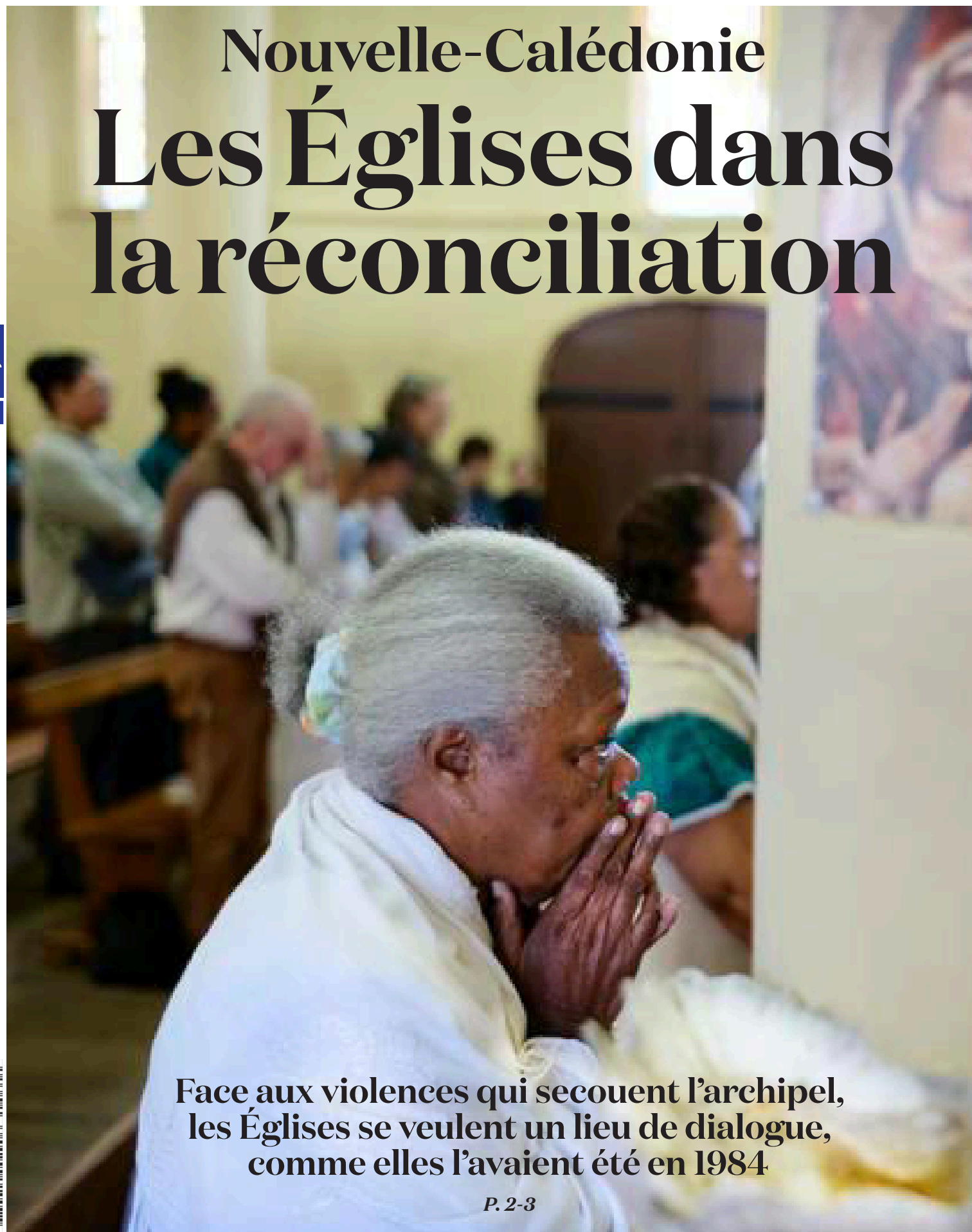
Le risque de frappe nucléaire est-il imminent ? Certes non ! Les rodomontades de Vladimir Poutine visent à peser sur le débat politique en France et en Europe, alors que les fournitures d'armements à Kiev vont monter en puissance. Il est vrai que l'armée ukrainienne est en difficulté depuis de longues semaines à l'est et au nord-est de la ligne de front, mais d'importantes livraisons d'obus et de missiles vont progressivement lui redonner les moyens de lancer des offensives.

Celles-ci comprendront sûrement des frappes à longue portée en Russie. Ce n'est pas nouveau. Des missiles de fabrication franco-britannique ont fait des ravages depuis l'été 2023 dans la flotte de la mer Noire positionnée en Crimée – que Moscou considère comme son territoire. En vertu du droit international, la lutte de l'Ukraine contre des cibles militaires situées sur le sol russe est d'ailleurs légitime. Mais le pays a besoin pour cela des fournitures occidentales. À Washington comme dans les capitales européennes, on a beaucoup hésité face au risque d'un engrenage dans la cobelligérance. Paris endosse dorénavant publiquement ce risque. C'est un signal fort, que Poutine a reçu 5 sur 5.

Nouvelle-Calédonie Les Églises dans la réconciliation

Face aux violences qui secouent l'archipel, les Églises se veulent un lieu de dialogue, comme elles l'avaient été en 1984

P. 2-3



Lors d'une messe à l'église Saint-Jean-Baptiste de Nouméa, dimanche 26 mai. Théo Rouby pour La Croix



« La situation en Nouvelle-Calédonie reste tendue », a reconnu mercredi 29 mai le premier ministre Gabriel Attal.

Très présentes dans le quotidien des Calédoniens, les Églises regrettent de ne pas être associées au travail de concertation mené pour retrouver la paix.

Les paroisses restent des lieux de brassage des différentes communautés, à l'instar de celle du père Sao, à Nouméa.

Dimanche 26 mai, pendant la messe à l'église Saint-Jean-Baptiste, dans le quartier de la Vallée-des-Colons à Nouméa. Théo Rouby pour La Croix



Les Églises, lieu de dialogue entre Calédoniens

— Barricades dans les rues, tensions entre communautés et destin commun remis en question.

— Les violences qu'endure l'archipel depuis le 13 mai mettent les habitants à l'épreuve.

— Comme elles l'avaient fait en 1984, les Églises de l'archipel se placent en partenaires du partage et de la réconciliation.

Nouméa (Nouvelle-Calédonie)
Correspondance particulière

En ce dimanche de Pentecôte, la cathédrale Saint-Joseph de Nouméa vibre d'une ferveur particulière. Derrière l'autel, Mgr Michel Calvet est ému. Depuis le début de la semaine, l'agglomération du chef-lieu de la Nouvelle-Calédonie est en proie à la violence, sur fond de conflit politique entre les indépendantistes et l'État. Le sang a

coulé. Outre les dégâts matériels, considérables, on dénombre au 29 mai sept morts, dont deux gendarmes. « L'île la plus proche du paradis est devenue l'île la plus proche de l'enfer », déclare devant les fidèles celui qui est archevêque de Nouméa depuis 1981.

Il a connu la période dite des « Événements » et son climat de guerre civile qui avaient causé la mort de plus de 90 personnes entre 1984 et 1988. Pour sortir de la crise, le premier ministre de l'époque, Michel Rocard, avait envoyé une mission du dialogue pour ramener la paix. Parmi les personnalités missionnées, un haut responsable de l'Église catholique, le chanoine Paul Guiberteau, et un responsable protestant, le pasteur Jacques Stewart. Avec patience et humilité, les émissaires étaient parvenus à renouer les fils du dialogue qui aboutit peu de temps après à la signature des accords de Matignon, ramenant la paix sur le territoire.

Trente-six ans plus tard, l'histoire semble bégayer en Nouvelle-Calédonie. Après quinze jours de tensions et de violences, le gouvernement Attal envoie à son tour une « mission de médiation » et de travail sur le lointain

À l'occasion de la Pentecôte, les lieux de prière adressaient un message commun à tous les chrétiens, les appelant à mettre un terme à la violence.

archipel du Pacifique sud. Cette fois-ci, elle se compose de trois hauts fonctionnaires. Réussiront-ils à mettre tout le monde autour de la table des discussions ? Le

temps presse car la tension est toujours palpable au sein de la population. Les forces de l'ordre s'évertuent à rétablir la circulation en dégageant les barrages qui obstruent les principales voies de communication. Barrages que les émeutiers remettent en place aussitôt que les blindés disparaissent. Les communautés se regardent en chiens de faïence, et tout le monde craint chaque jour qu'une nouvelle victime ne vienne s'ajouter à un bilan humain déjà trop lourd. Le bilan économique, lui, est provisoire mais se chiffre déjà en centaines de millions d'euros. Entre militants indépendantistes et voisins qui s'organisent pour protéger leurs habitations derrière leurs barricades, un fossé semble s'être creusé. Il faudra certainement du temps pour le combler.

Dans cette ambiance de déchirure sociale, des espaces de rencontre et de partage résistent : les églises catholiques et les temples

protestants. À l'occasion de la fête de Pentecôte, quelques jours après le début des émeutes, les lieux de prière adressaient un message commun à tous les chrétiens, les appelant à mettre un terme à la violence, tout en exhortant les élus à renouer avec le dialogue en vue d'un « avenir partagé de paix et de concorde, de fraternité perdue et retrouvée ».

Rien d'étonnant dans un pays où une grande majorité des habitants se considère comme croyants – chrétiens pour 98 % d'entre eux, répartis pour moitié entre catholiques et protestants – et dont l'histoire est marquée par la religion. Les premiers à apporter l'Évangile sur cette terre du Pacifique sont les protestants de la London Missionary Society (LMS), en mai 1840. Les catholiques de la Société de Marie s'installent trois ans plus tard, sous l'égide de Mgr Douarre.

« Quand ça a commencé à chauffer », explique le pasteur Var ●●●



●●● Kaemo, président de l'Église protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), « nous nous sommes rapprochés de nos frères catholiques pour une prière œcuménique autour du monument de la Paix. » Cette statue de bronze qui trône au milieu de la place centrale de Nouméa immortalise la poignée de main entre le leader indépendantiste Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur, chef de file des loyalistes, défenseurs de la Calédonie française, lors des accords de Matignon. « Pour nous c'était important. Avec l'esprit de la Pentecôte nous voulions transmettre ce message de paix. »

Pour lui, les Églises ont un rôle à jouer dans la résolution du conflit. Dès 1979, l'EPKNC s'est prononcée officiellement en faveur de l'indépendance de l'archipel. « Nous avons choisi à cette époque d'être le porte-parole de la voix prophétique, d'un peuple qui était en difficulté, rappelle le pasteur Var Kaemo. Cette prise de position a été vécue à l'époque comme un séisme. Mais nous défendons une souveraineté pour le peuple kanak et nos frères attendus », c'est-à-dire les populations établies depuis la colonisation. « On a toujours accueilli les étrangers, dans le Pacifique. La question cruciale aujourd'hui, c'est celle de la citoyenneté, c'est elle qui a mis le feu aux poudres. Définir qui est un citoyen calédonien. »

Car au-delà de l'épineuse question du dégel du corps électoral défendu par Gérard Darmanin et les loyalistes, c'est bien la définition de la citoyenneté calédonienne qui est sous-jacente. Les Églises ont bien été intégrées aux

groupes de réflexion sur les signes identitaires prévus par l'accord de Nouméa dont un des principes était de définir cette citoyenneté. Un travail qui n'a jamais abouti. « Peut-être est-ce à nous, les Églises, de relancer ce débat et de devenir un espace de dialogue sur ce sujet épineux », avance le pasteur. « C'est notre rôle en tout cas d'offrir un lieu de discussion. » Un point de vue que partage le père Georges Sao, responsable de la paroisse Saint-Jean-Baptiste, du quartier de la Vallée-des-Colons. « S'il y a une parole qui peut encore être entendue aujourd'hui, c'est bien celle de l'Évangile. La parole des institutions politiques est peut-être disqualifiée, elle a perdu de sa crédibilité », estime-t-il.

« S'il y a une parole qui peut être entendue aujourd'hui, c'est bien celle de l'Évangile. La parole des institutions politiques est peut-être disqualifiée. »

Le père Sao regrette que les Églises, qui restent centrales dans la vie quotidienne des Calédoniens, ne soient pas suffisamment associées aux discussions pour retrouver la paix. « Le président de la République est venu, il a oublié de faire participer les Églises, et je pense que c'est une erreur. Il faut dire qu'à Paris, l'Église n'a pas la même place que dans le Pacifique. » Emmanuel Macron a donné jusqu'à la fin juin aux élus et responsables politiques calédoniens, en concertation avec la « mission de médiation » pour trouver « un accord global » à soumettre au vote des Calédoniens. À leur grand dam, les Églises n'y ont pas été associées.

Julien Mazzoni

représente 24 % de la population contre 27 % en 2014.

La communauté wallisienne et futunienne (8,3 %) reste stable avec 22 500 membres, soit un habitant sur douze.

Les autres communautés (les Tahitiens, Indonésiens, Vanuatans, Vietnamiens, etc.) rassemblent moins de 8 % de la population, en 2019 comme en 2014.

Plus de 20 000 habitants n'ont pas renseigné de communauté d'appartenance ou ont indiqué être calédoniens. 30 800 personnes se déclarent métissées.



Mercredi 29 mai, le père Georges Sao vient accueillir des SDF dans sa paroisse, à Nouméa. Théo Rouby pour La Croix

La paroisse Saint-Jean-Baptiste, un refuge pour les sans-abri de Nouméa

— Les sans-domicile-fixe subissent de plein fouet les événements qui secouent la capitale calédonienne depuis la mi-mai.

— Ceux qui dormaient en foyer ont trouvé porte close.

— C'est dans la petite église voisine de la Vallée-des-Colons qu'ils ont désormais trouvé refuge.

Nouméa (Nouvelle-Calédonie)
Correspondance particulière

En 2011, l'association Macadam, qui prend en charge les personnes sans domicile fixe de Nouméa, en recensait environ 285. En 2023, elles seraient plus de 600 à vivre de manière précaire dans les rues de la capitale calédonienne. Parmi ces hommes et ces femmes – de plus en plus nombreuses –, beaucoup souffrent de problèmes de santé, physique ou mentale. En temps normal, l'association leur offre un repas dans son centre d'accueil de jour, situé à côté de l'usine de nickel de Doniambo. Et le soir, moyennant la somme de 100 francs CFP, soit environ 1 €, une trentaine d'entre eux peuvent bénéficier d'une nuit en sécurité au foyer Cécile-Peronnet, à la Vallée-des-Colons, non loin du centre-ville.

Mais depuis le début des violentes émeutes qui secouent l'agglomération, les SDF de Nouméa ont trouvé porte close. Georges a 60 ans. Ce Kanak de Lifou vit depuis plusieurs années dans la rue. Lorsqu'il n'y avait plus de place au foyer, il avait l'habitude, avec d'au-

tres compagnons d'infortune, de trouver sur le parvis de l'église voisine, à deux rues du centre d'hébergement, un endroit où poser son sac et passer la nuit. « On est arrivés mardi soir (le 14 mai, NDLR) devant le foyer et il y avait une affiche où il était écrit : "Fermé jusqu'à nouvel ordre", raconte-t-il. Alors, on est venus à l'église et on a demandé au père un petit coin pour la nuit. On était trois le premier soir, mais avec le bouche-à-oreille en quelques jours, il y a du monde. »

« On a vu des gens de partout venir parfois avec trois fois rien, quelques paquets de pâtes ou de riz. Cette entraide, c'est quelque chose de merveilleux. »

« J'ai fini par ouvrir les portes de l'église et ils ont dormi à l'intérieur tous les soirs, explique le père Georges Sao, de la paroisse Saint-Jean-Baptiste. Pendant tout ce temps, nous avons chaque jour prié ensemble pour la paix dans notre pays, toutes ethnies et toutes religions confondues. » Pour nourrir tous ces naufragés trois fois par jour, le colosse d'origine wallisienne a d'abord puisé dans les réserves de son église. Puis, le bouche-à-oreille et les réseaux sociaux ont fait leur œuvre. Les habitants de la paroisse, et même au-delà, ont fini, eux

aussi, par s'intéresser au sort des sans-abri. « S'il y avait un bon côté à retenir de ces temps difficiles, c'est cette solidarité, pose le père Sao. On a vu des gens de partout venir parfois avec trois fois rien, quelques paquets de pâtes ou du riz. Mais cette entraide, c'est quelque chose de merveilleux. » « Hier on n'avait plus de viande, mais voilà aujourd'hui quelqu'un est arrivé avec des boîtes de lentilles et de saucisses, on dirait que ça arrive toujours au dernier moment », raconte Georges, protestant, qui joue le rôle de chef cuisinier pour la communauté.

Dans sa paroisse, tous les dimanches, le père Sao accueille des fidèles issus de toutes les communautés du pays. De quoi renforcer sa foi en l'avenir : « J'espère bien qu'on va trouver une issue et que la raison l'emportera. Que la compréhension, la tolérance, le respect de l'autre ressortent enfin. La devise de ce pays, c'est "Terre de parole, terre de partage". Je n'ai pas envie que ça se termine en terre brûlée. »

« Il nous faut bâtir à partir de ce que l'on vit déjà, poursuit-il. On le voit par exemple dans les élans de solidarité et d'entraide depuis des semaines, entre gens de toutes origines, je vois ces gestes d'attention et de partage. On garde l'espoir que les choses vont se régler. Mais ça passe forcément par de l'écoute et par le dialogue. » Pour le moment, les messages de paix égrenés par les responsables religieux n'ont pas encore germé et, même si un calme apparent est revenu sur la capitale, la tension est toujours palpable. « Je fais le pari de la raison, assure cependant le père Sao. Le destin commun, on le vit déjà. »

Julien Mazzoni

repères

Les communautés calédoniennes

Le recensement en Nouvelle-Calédonie permet de mesurer la répartition de la population selon la communauté d'appartenance ressentie.

En 2019, 111 860 personnes déclarent appartenir à la communauté kanake, contre 104 960 en 2014. La part des Kanaks dans la population progresse et atteint 41,2 % au lieu de 39,1 % en 2014.

La communauté européenne

Cinéma, art contemporain ou théâtre, les influenceurs de la culture diffusent leurs connaissances et leurs coups de cœur sur les réseaux sociaux.

Leur succès et le lien de proximité qu'ils entretiennent avec leurs abonnés séduisent de nombreuses institutions qui veulent rajeunir leur public.

La Croix brosse le portrait de trois de ces critiques culturels 2.0.

Influenceurs, les nouveaux alliés du monde culturel

— Apparus il y a une dizaine d'années, les influenceurs « culture » sur les réseaux sociaux – pour certains spécialistes de l'art et pour d'autres autodidactes – intéressent de plus en plus les acteurs culturels.

Parmi les influenceurs qui, ces quinze dernières années, ont imposé leur marque sur les réseaux sociaux, certains se sont spécialisés dans le domaine culturel. Combien sont-ils ? Difficile d'apporter une réponse globale, tant leur situation est diverse, en termes d'abonnés et de revenus.

Marie Ballarini, enseignante-chercheuse à l'université Paris-Dauphine, a étudié la centaine d'influenceurs qui produisent aujourd'hui des contenus sur l'art. Venus de l'histoire de l'art ou de la communication, ils se disent critiques ou médiateurs. Et bénéficient d'un marché en constante croissance.

D'autant que les institutions se prennent au jeu de l'influence. Durant la crise sanitaire, elles ont renforcé leur présence sur les réseaux sociaux et découvert l'intérêt d'ajouter les créateurs de contenu à leur palette d'outils de communication. « Le Covid nous a montré l'intérêt d'un message sur le musée qui ne vienne pas de nous », confirme Audrey Busardo, responsable communication au Musée d'arts de Nantes, qui a fait appel au mentaliste Fabien

Olicard (2 millions d'abonnés sur YouTube) pour apporter son éclairage sur l'exposition « Hyper sensible » (256 000 visiteurs en 2023).

D'autres préfèrent miser sur des influenceurs plus spécialisés, comme le théâtre des Célestins à Lyon qui a gonflé son budget de communication digitale et a confié à Mathis Grosos un décryptage de la nouvelle saison en trois vidéos percutantes. « Nous gardons une image très classique, alors que notre programmation pourrait toucher bien au-delà de notre réseau d'habités ! », estime la responsable de la communication Karine Portrait qui compte sur le ton « accessible » et « décomplexé » de l'influenceur. Un ton « plus humoristique, qui désacralise l'art, et plus engagé », complète Marie Ballarini.

L'enthousiasme, cependant, n'est pas unanime. Au Voyage à Nantes par exemple, qui met en valeur l'art contemporain, on défend un autre positionnement éditorial : « Nous préférons un bon vieux article de fond à un post de quelques lignes ». Bien loin des propositions de l'agence View, qui mise sur des influenceurs « lifestyle » (mode, beauté...). « On a fait venir un ancien de la télé-réalité dans une galerie d'art », illustre sa fondatrice Clara Herraiz, convaincue qu'il faut davantage d'audace pour toucher les publics les moins familiers des musées.

Eve Guyot (à Lyon)
et Florence Pagneux (à Nantes)

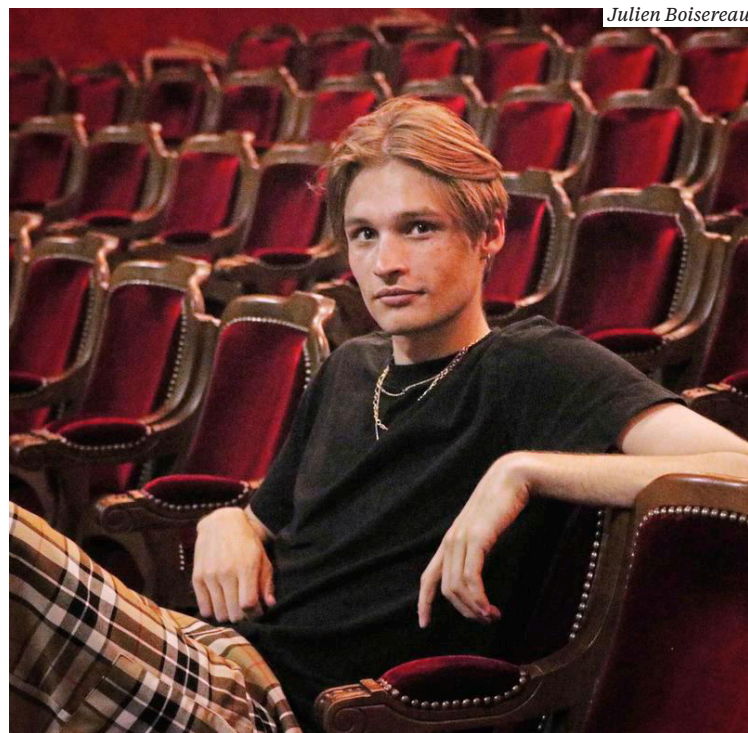
Mathis Grosos.

Parler théâtre avec « Dramathis »

— Mathis Grosos, 25 ans, décrypte à travers ses vidéos et podcasts l'actualité théâtrale.

« Je suis Mathis Grosos, je passe ma vie au théâtre et je vous la raconte sur les réseaux sociaux ! » La phrase d'accroche est simple, mais efficace. En un an et demi, ce mordu des planches a créé une véritable communauté : ses vidéos et podcasts rassemblent près de 13 000 personnes sur TikTok, séduisent 7 800 abonnés sur Instagram et récoltent des milliers d'écoutes sur Spotify. Sa recette ? Décrypter l'actualité des scènes avec un ton faussement désabusé et légèrement provocateur, qui parle à la jeunesse sans la prendre de haut. Le concept a fini par convaincre des institutions, comme le théâtre des Amandiers (Nanterre) ou des Célestins (Lyon), avec lesquelles il collabore régulièrement.

Originaire de Basse-Normandie, Mathis Grosos a une révélation le jour où son lycée l'emmène voir *Lucrèce Borgia* : « Ils avaient réussi à mettre de l'eau sur scène et ça m'avait complètement fasciné ! », se souvient-il avec amusement. Quelques mois plus tard, il s'inscrit dans un conservatoire puis, pendant ses an-



Julien Boisereau

nées d'études à Sciences Po Lyon, consacre l'essentiel de son temps libre au démarchage pour le compte de petits théâtres : il ouvre des spectacles ou tracte dans la rue, en échange de places gratuites. « Mon émotion devant la scène – mes rires, mes pleurs ou ma colère – était chaque fois plus intense et j'ai vite compris que j'avais besoin d'en parler. »

L'étudiant a désormais une idée en tête : devenir critique culturel. Pour mettre un pied dans le milieu, il se forme au journalisme au King's College de Londres et à l'université de la Sorbonne, et enchaîne des stages à France Inter ou *Télérama*. Mais c'est au sein de la rédaction de *Madmoizelle* que sa carrière connaît un tremplin : chargé des podcasts, il imagine sa propre émission, baptisée « Dramathis », où il propose des critiques de pièces à l'affiche et des

chroniques sous un angle politique ou sociologique. La fraîcheur de ce format est tel qu'en 2022 il se trouve invité par le Festival d'Avignon. Sa mission ? « Créer du contenu » tout au long de l'événement. Outre son podcast, l'influenceur a choisi de développer des partenariats – modestement rémunérés – sous des formes variées : décryptage de programmation, zoom sur une scène, interview d'un comédien... « Rien n'est impossible ! Il faut juste savoir que mon avis n'est pas à vendre : je mets en avant seulement ce qui me semble pertinent ! » À ses yeux, l'enjeu est double : donner envie pour remplir les salles, mais aussi permettre à des institutions de décrocher leur image pour toucher un nouveau public, plus jeune, plus éloigné et parfois même plus exigeant.

Eve Guyot

repères

Portrait-robot des influenceurs en France

On distingue plusieurs types d'influenceurs selon la taille de leur communauté : les micro-influenceurs (moins de 15 000 abonnés), les middle influenceurs (de 15 000 à 100 000), les macro-influenceurs (de 100 000 à 500 000), les top influenceurs (de 500 000

à 1 million d'abonnés) et enfin les célébrités (plus d'un million).

Leur âge moyen s'élève à 34 ans mais la majorité des créateurs de contenu ont entre 19 et 35 ans.

Près d'un quart des influenceurs (24 %) exercent cette activité à temps plein. Plus leur audience est élevée, plus ils gagnent d'argent. Ainsi, 23 % des influenceurs à plus de 100 000 abonnés gagnent plus de 50 000 € par an.

Les sujets les plus couverts par les influenceurs ? Les contenus lifestyle (mode, beauté, voyages...) et les loisirs (loisirs créatifs, sport...). loin devant la culture (10 %).

Neuf influenceurs sur dix utilisent Instagram mais TikTok confirme sa percée avec 34 % de créateurs qui l'utilisent comme réseau principal (contre 13 % en 2021).

Source : « Les influenceurs et les marques », étude Reech, 2024.

Camille Jouneaux. « La minute culture », l'art de transmettre

Clément Chapillon



À 38 ans, Camille Jouneaux est passée de la communication pour Google à sa propre création de contenus. Elle y raconte la vie des artistes de façon décalée.

L'une de ses dernières vidéos nous plonge dans la Manufacture de Sèvres, lors de la fabrication de précieux vases qui seront offerts aux médaillés d'or des Jeux de Paris 2024. Sur son compte Instagram @la.minute.culture, Camille Jouneaux partage sur un ton enjoué et accessible l'actualité culturelle du moment (expositions d'art, livres, patrimoine...).

Cette brune à l'allure juvénile est suivie par plus de 160 000 abonnés de 18 à 44 ans, en majorité des femmes. Il y a cinq ans, cette diplômée d'un master en communication était experte en réseaux sociaux pour Google Arts&Culture à Paris et fréquentait assidûment les musées durant son temps libre. « Je me posais de plus en plus la question du sens de mon métier, sans pour autant oser démarcher l'univers de la culture qui m'avait toujours attirée. »

De retour d'un séjour à Rome, où ses stories sur un musée font mouche sur Instagram, elle ose se lancer dans la création de contenus pour les institutions culturelles. « À l'époque, personne ne comprenait pourquoi je quittais Google pour ça. » Mais son travail dans l'ombre ne la satisfaisait pas totalement. « La seule manière de protéger mon contenu, c'était de le rendre visible. »

Elle vit pleinement de son métier grâce à des partenariats avec un nombre grandissant d'acteurs culturels.

Elle lance alors « La minute culture » en février 2019 pour y raconter la vie des artistes de manière décalée. Ses abonnés passent de 10 à 20 000 en dix jours. « À partir de là, ma vie a radicalement changé. » Elle qui, durant son enfance bretonne, se rêvait archéologue, se voit démarchée par des chasseurs de talents, des

médias, des acteurs culturels. « Je n'ai jamais fait cela pour la notoriété mais pour expliquer les œuvres d'art aux gens et leur donner envie d'aller au musée. » Pendant deux ans, son visage reste inconnu de ses abonnés. Mais l'algorithme d'Instagram, qui fait toujours la part belle aux vidéos, la pousse à se mettre en scène. « Le plus dur, c'est de refuser du travail car tout est passionnant », confie celle qui vit pleinement de son métier, grâce à des partenariats avec un nombre grandissant d'acteurs culturels (Musée du Louvre, Musée Chagall de Nice, Festival de l'histoire de l'art, Folio...).

Cette adepte des cours de loisirs de l'École du Louvre, à Paris, vient même de publier son premier livre d'histoire de l'art (1). Traduit en plusieurs langues, il s'est déjà vendu à 12 000 exemplaires. « Je ne sais pas de quoi demain sera fait car il faut toujours se renouveler, mais je vois trois invariants à mon métier : l'écriture, la culture et la transmission. » Joli triptyque.

Florence Pagneux

(1) Léonard, Frida et les autres.

Huit siècles de peinture racontés en 100 artistes, *Chêne*, 360 p., 35 €.

Mélanie Toubeau. Conter les films pour « La manie du cinéma »

Passionnée par le 7^e art, Mélanie Toubeau, 30 ans, partage ses analyses de films et contenus plus enquêtés autour du cinéma.

Ce que Mélanie Toubeau aime dans le cinéma, c'est sa genèse. Ce qui a façonné le 7^e art, sa technique et son histoire. Ce qui a fait germer, aussi, chaque idée de film : de quoi le réalisateur s'est-il inspiré ? Qu'a-t-il voulu raconter ? Quelles références à d'autres œuvres a-t-il disséminées dans sa filmographie ? De cette dernière question est d'ailleurs née l'une de ses séries de vidéos phare, « T'as la ref ? », qui donnera son nom à son premier livre, paru en 2022 aux Éditions Hors Collection.

« Quand je regarde un film, je ne peux plus m'empêcher de chercher les hommages dissimulés, là où les cinéastes témoignent de leur propre cinéphilie. Déformation professionnelle ! », s'amuse la jeune femme. Et des films, elle en consomme. « Jusqu'à trois par jour à une époque », précise-t-elle, s'auto-diagnostiquant « une sorte de cinéphagie ».

Une passion dévorante qui remonte à l'enfance, et qui la pousse tout naturellement à suivre des études d'audiovisuel en BTS, à Cannes – ça ne s'invente pas. D'abord monteuse et cadreuse pour d'autres vidéos opérant sur le web, elle se lance en 2017 et passe de l'autre côté de la caméra. Avec sa chaîne « La manie du cinéma », elle ajoute à son arc une corde de conteuse.

Sa série de vidéos sur l'accessibilité aux salles des personnes porteuses d'un handicap est ce dont elle est la plus fière.

Sept ans plus tard, 53 400 personnes suivent son travail sur YouTube, près de 20 000 sur Instagram et 30 000 sur Tik Tok. Elle fait partie de ces vulgarisateurs dits « de niche », qui s'adressent à un public relativement restreint mais uni autour d'une passion

commune. En l'espèce, « l'industrie du cinéma, son patrimoine », décrit la vidéaste. Sa communauté de cinéphiles la connaît bien, et fait confiance à son expertise. Conscientes de ce lien étroit, les institutions la sollicitent parfois pour atteindre une cible déjà très qualifiée. Ainsi travaille-t-elle régulièrement avec la Cinémathèque française ou avec le groupe France Télévisions, qui la sollicitent à l'occasion d'expositions ou de cycles de films patrimoniaux.

Progressivement, la vidéaste élargit son champ de création. En plus de ses analyses d'œuvres cinématographiques, elle produit de plus en plus de contenus enquêtés, à l'image de sa série de vidéos « CinémAccessible » sur l'accessibilité aux salles de cinéma des personnes porteuses d'un handicap. De tout ce qu'elle a pu faire en sept ans, c'est d'ailleurs de cette production dont elle est la plus fière. « C'est devenu un outil pédagogique utilisé par des enseignants », s'émeut-elle. Dans les commentaires de la vidéo pleuvent les remerciements et félicitations. Succès mérité.

Maud Guilbeault

Léa Rouaud



vu par PrincessH

Une petite bonne nouvelle

Victor ! Il y a un couple de papillons dans le jardin !



billet

Alain Rémond

Le prénom

Tiens, ça faisait longtemps. Un lecteur m'envoie un mail (très gentil, ma foi) qui commence par ces mots : « Bravo à René Rémond pour son billet... » Je suis désolé de vous décevoir, cher Monsieur. Mais je ne m'appelle pas René. Certes, j'aurais très bien pu m'appeler René. Il ne manque pas de messieurs qui s'appellent René. Et qui sont parfaitement honorables. Mais il se trouve que je m'appelle Alain. Selon la légende familiale, j'ai failli m'appeler Charles. À cause de Charles de Gaulle, bien entendu (dont le gendre s'appelait d'ailleurs Alain. Comme quoi, hein...). Mais jamais on n'a imaginé de m'appeler René. Ma vie aurait-elle été différente si je m'étais appelé René ? Va savoir. Toujours est-il que je m'appelle

Alain. À l'époque, c'était un prénom furieusement à la mode. Mais qui, de nos jours, appelle encore son fiston Alain ? Ainsi va le monde. Avec de moins en moins d'Alain (mais aussi, je le crains, de René). En tout cas, je n'ai jamais eu envie de changer de prénom, comme d'aucuns le font. De m'appeler René, par exemple. Je suis né Alain, je mourrai Alain. Tel est mon destin. En même temps, cher lecteur, que vous m'appeliez René Rémond, je le prends bien entendu pour un compliment. J'avais pour René Rémond la plus grande estime, la plus grande admiration. Mais voilà : je ne m'appelle pas René. Je fais ce que je peux. Mais je ne m'appelle pas René. Et je ne me vois pas renaître René. Tu es Alain et sur cet Alain... N'importe quoi.

courrier

Vos réactions par courrier : 18 rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex. Par courriel : lecteurs.lacroix@groupebayard.com. Sur le site : www.la-croix.com

Élections européennes

À l'école, il nous fut raconté Bismarck et l'unification allemande, Garibaldi et l'unification de l'Italie, la France elle-même n'étant devenue ce qu'elle est qu'après que les différents duchés, comtés et autres seigneuries aient rejoint le royaume de France, alors sans grands pouvoirs. Toujours cela



fut fait en périodes troublées, où les menaces extérieures montraient à l'évidence que, dans le danger, l'union permettait de faire face et de sauvegarder chacun. Je me prends à rêver en ces temps où chacune d'entre nos nations prise isolément ne pèse pas bien lourd face aux menaces qui nous cernent : environnementales, militaires ou économiques, etc. Je me prends à rêver d'une Europe disposant des « pouvoirs régaliens », capable alors

de réagir d'une seule voix et rapidement pour garantir notre sécurité et nos valeurs communes.

Michel de Lanauze

Supporteurs

Je remercie Alain Rémond pour son billet du 28 mai et son appréciation sur les – hélas, encore une fois – dérives commises par certaines personnes que l'on appelle communément des « supporteurs » à l'occasion de la finale de Coupe de France qui opposait les équipes de Lyon et du Paris-Saint-Germain. Le sport représente – à mon avis – une rencontre de joie et de fraternité. Encore une fois, la fête a été gâchée sans doute par une minorité. Ma question : qu'est-ce que la minorité et où s'arrêtera-t-elle ? Je suis un fan de basket et je peux vous garantir qu'il y a, heureusement, du respect entre ce qu'on appelle les supporteurs tout comme pour ceux du rugby.

Gilbert Lupi

Gestation pour autrui

En réponse à la position de Mme El Haïry (ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles, NDLR) dans vos colonnes du lundi 29 avril, je considère que la question posée par Marion Maréchal, dont je ne partage absolument pas les positions sur le plan politique, reste LA bonne question que nous sommes très nombreux à nous poser : où est la maman, et je dirais même où sont LES mamans quand il s'agit d'un ovocyte d'une première femme, fécondé ensuite et implanté dans le corps d'une seconde femme... Le docteur Frydman lui-même, à l'origine du bébé-éprouvette, dont on peut louer l'ouverture d'esprit, y est très opposé, il sait de quoi il parle ! Arrêtons l'hypocrisie, la récupération politique, la démagogie et les arguments spécieux sur le sujet !

Aline Motte

Suite à vos différents articles sur la GPA, dont le témoignage d'une jeune femme, je souhaite vous écrire des propos sans fioriture et ne venant pas de people ou d'intello connus, etc. Le tweet de Marion Maréchal, dont je suis très éloignée, humainement et politiquement, a soulevé au fond les vrais problèmes. Une mère qu'on rémunère, qui porte pendant neuf mois un bébé, et qui doit ou veut s'en séparer sous prétexte d'un contrat, m'effraie ! Me laisse pantoise. Si cette femme a accepté cette négociation et n'en souffre pas ou peu, alors où est passé cet instinct maternel indispensable à la construction affective, psychique d'un enfant ? C'est un bébé que l'on abandonne, à qui ? Pourquoi ? Pour de l'argent ? Par sympathie pour les futurs parents ? Mais elle, la mère, la génitrice, comment le vivra-t-elle à moyen ou à long terme ? Bien ? Quel égoïsme ! Mal ? Quel gâchis !

Blandine Berthier

TOUS LES JEUDIS À 20H

sur Radio Classique

RETROUVEZ LE COUP
DE CŒUR DE LA CROIX
D'EMMANUELLE GIULIANI

RADIO
CLASSIQUE

Demain
dans notre cahier
Religion & spiritualité

Se ressourcer. Comment passer
un été spirituel

Poursuivre le débat
sur les réseaux sociaux



Facebook @lacroix.journal



X @LaCroix



Instagram journal.lacroix

La « prime Macron » pèse sur le déficit de la Sécurité sociale

Face à la persistance du déficit de la Sécurité sociale, la Cour des comptes invite à une réflexion plus poussée sur les arrêts de travail, et envisage de percevoir des cotisations sociales sur les compléments de salaires.

Si chaque année, au moment de se prononcer sur les finances de la Sécurité sociale, la Cour des comptes s'inquiète de son déficit persistant, l'édition 2024 de son « rapport sur l'application des lois de financement de la Sécurité sociale » est particulièrement alarmiste sur la « perte de maîtrise des comptes sociaux ». Les chiffres sont sans appel : 10,5 milliards d'euros de déficit attendu en 2024, 17,2 milliards en 2027, « sans plus de perspective de stabilisation et encore moins de retour à l'équilibre ». En cause : d'abord la branche maladie qui, avec 11,1 milliards, « porte à elle seule la totalité du déficit » et dont la Cour pointe « l'objectif non tenu de ralentissement des dépenses en 2023 ». Alors que le Parlement avait voté une augmentation des dépenses de santé de 3,5 %, celle-ci aura été de 4,8 %.

Les autres branches voient excédents et déficits se compenser, y compris pour les retraites, où l'aggravation du déficit est « principalement » portée par l'augmentation de 5,3 % des pensions décidée par le gouvernement. La Cour s'inquiète d'une aggravation des déficits du système, « que la réforme des retraites de 2023 ne va pas permettre de rétablir rapidement ». Elle note en particulier la situation « préoccupante » de la caisse de retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers (CNRACL) : 8 milliards de déficit en 2027, soit les trois quarts du déficit de la branche !

Mais, au-delà des constats, la Cour cherche aussi des moyens pour rétablir les comptes. Côté recettes, elle n'hésite pas à s'attaquer à un tabou de l'exécutif en en-



La Cour des comptes estime que les compléments de salaires, partiellement exemptés de cotisations sociales, ont fait perdre 8,1 milliards d'euros à la Sécurité sociale. Lionel Vadam/L'Est Républicain/MaxPPP

Passer le délai de carence des arrêts maladie à sept jours pourrait générer 950 millions d'économie.

visageant de socialiser les compléments de salaires, en premier lieu la prime de partage de la valeur (PPV, ex-« prime Macron »). Partiellement exemptés de cotisations sociales, ces compléments de rémunération (des chèques-restaurants aux stock-options) sont de plus en plus utilisés par les employeurs. Depuis 2018, ils ont augmenté de 7,8 % par an, contre 4,1 % pour les salaires. Et si la loi oblige l'État à compenser les allègements de charges, ce n'est qu'imparfaitement le cas, regrette la Cour. Le gouvernement n'a ainsi pas com-

pensé la PPV, estimant que cet argent n'aurait jamais été versé sous forme de salaire par les employeurs. L'Insee considère pourtant qu'en 2022, les rémunérations versées sous forme de primes exceptionnelles se sont substituées à 30 % des augmentations de salaires. Au total, la Cour des comptes estime à 8,1 milliards d'euros la perte pour la « Sécu » causée par les compléments de salaires. « Cette perte, comparable aux 6,6 milliards d'augmentation du déficit hors Covid, retarde le retour à l'équilibre financier », expliquent les juges financiers pour qui il faut « atténuer » les exemptions de cotisations sur ces modes de rémunération.

Sur le front des économies, la Cour multiplie aussi les propositions, pour que le ministère négocie mieux les médicaments anticancéreux avec les laboratoires ou que les hôpitaux limitent le très cher recours aux CDD. Mais elle se penche surtout sur les arrêts de travail

(+ 4,3 milliards d'euros depuis 2017). Au-delà de la lutte contre la fraude ou du contrôle accru sur les médecins, elle insiste, à l'instar du gouvernement, sur la prise en charge des indemnités journalières (12 milliards d'euros en 2022).

Aujourd'hui, pour la plus grande partie des salariés, les entreprises prennent en charge les trois jours de carence non remboursés par la Sécurité sociale. Passer ce délai à sept jours pourrait générer 950 millions d'économies pour la Sécurité sociale, mais au détriment des entreprises. La solution prônée par le Medef d'un jour de carence « d'ordre public », que les employeurs auraient interdiction de payer, permettrait aux entreprises d'économiser un milliard d'euros, mais ne générerait que 600 millions d'euros d'économies pour la Sécurité sociale (à cause des cotisations sociales perdues sur les salaires non versés). La Cour évoque aussi la possibilité de réduire le taux d'indemnisation (200 millions d'économie par point, soit un milliard pour un passage de 50 % à 45 % d'indemnisation) ou de réduire de trois à deux ans la durée maximale d'indemnisation (750 millions d'économies, dont une partie serait toutefois supportée par la branche invalidité). La Cour se garde toutefois bien de privilégier une solution plutôt qu'une autre, ce qui relève du politique. Avec prudence, elle suggère néanmoins que toute mise en œuvre de l'une ou l'autre « devrait être précédée d'une concertation avec les partenaires sociaux ».

Nicolas Senèze



En 2023. Alain Jocard/AFP

effort d'économies. La sortie de la crise sanitaire a permis une amélioration, mais son rythme ralentit. Maîtriser les dépenses suppose une vraie volonté politique, or le gouvernement n'a pas annoncé d'économies significatives. Il est pourtant urgent de mettre en œuvre des réformes. La situation ne peut plus durer. Dans le cadre des revues de dépense, le premier ministre nous a saisis sur les dépenses d'assurance-maladie : nous donnerons fin juin des pistes précises d'économies. » Recueilli par Nicolas Senèze

parole

« La situation ne peut plus durer »

Pierre Moscovici
Premier président
de la Cour des comptes

« La situation des comptes sociaux nous a globalement alarmés. La trajectoire des dépenses n'est pas maîtrisée et impose un redressement rapide. Sur la branche maladie, il n'y a aucun réel

essentiel

Médecine —
Le principal syndicat de généralistes approuve les nouveaux tarifs médicaux

MG France, le principal syndicat de médecins généralistes libéraux, valide le nouvel accord tarifaire négocié avec l'assurance-maladie, qui porte à 30 € la consultation du généraliste, a indiqué mercredi 29 mai sa présidente Agnès Giannotti. Celle-ci compte désormais sur les « clauses de revoyure » que contient l'accord pour aller plus loin dans les années à venir. Le sort de l'accord est désormais suspendu au feu vert d'au moins un des deux syndicats de médecins spécialistes, Avenir Spé-Le Bloc ou le SML.

Extrême droite
Prison avec sursis et inéligibilité pour le sénateur Stéphane Ravier

Le sénateur Requête ! des Bouches-du-Rhône a été condamné à six mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité, sans exécution provisoire, mercredi 29 mai par le tribunal correctionnel de Marseille, pour prise illégale d'intérêts. Son fils, qu'il avait fait embaucher à la Ville de Marseille quand il était maire de secteur, en 2015, a été condamné à 10 000 € d'amende dont 5 000 € avec sursis, et un an d'inéligibilité, sans exécution provisoire. L'élu a fait appel de cette décision.

7,5 milliards d'euros de coût pour le « millefeuille administratif »

Le coût de l'enchevêtrement des compétences entre l'État et les collectivités « peut être estimé à 7,5 milliards d'euros », selon les conclusions, dévoilées mercredi 29 mai, d'un rapport commandé par le gouvernement au maire de Charleville-Mézières, Boris Ravignon. Alors que le gouvernement est en quête d'économies, « ces coûts (...) ne peuvent pas être tous supprimés car la coordination entre les acteurs des territoires est nécessaire », « mais ils peuvent être diminués », écrivent les ministères délégués aux comptes publics et aux collectivités territoriales dans un communiqué.

sur la-croix.com

Orientation post-bac : pourquoi il faut dédramatiser Parcoursup



Vers une recomposition de la gauche ?

La progression dans les sondages de Raphaël Glucksmann, tête de liste Place publique-PS, semble augurer d'une recomposition de la gauche après les élections européennes.

Le Parti socialiste, qui a perdu son hégémonie depuis l'élection d'Emmanuel Macron à l'Élysée, pourrait contester sa domination à La France insoumise.

La progression dans les sondages de Raphaël Glucksmann, tête de liste Place publique alliée au Parti socialiste, est un des phénomènes de la campagne des élections européennes. Jusqu'au choix ultime des électeurs dans le secret de l'isoloir, dimanche 9 juin, tout reste néanmoins possible. L'heure est donc à la mobilisation générale et aux grands meetings. Talonner la liste macroniste, avec 14-15 % des intentions de vote, redonne des couleurs au parti à la rose. L'ambition est désormais de dépasser dans les urnes la candidate d'Emmanuel Macron afin de terminer en deuxième position derrière le Rassemblement national, dont l'avance semble inatteignable. Bref, effacer les derniers scores nationaux catastrophiques.

« Il existe des cycles électoraux, expose Antoine Bristielle, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès. En 2017, un cycle s'est ouvert avec le PS pris en tenaille entre Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon. En 2024, indéniablement, les lignes bougent avec le renouveau de l'espace politique social-démocrate. » Le chercheur reste néanmoins prudent, même si des éléments plaident en faveur d'une recomposition. D'une part, Emmanuel Macron ne peut plus se représenter à l'élection présidentielle de 2027. D'autre part, poursuit Antoine Bristielle, « son parti est centré autour de sa personne, et l'héritage qui se dessine est plutôt au centre droit, ce qui rouvre un espace au centre gauche ».

Au sein du PS, les opposants au premier secrétaire Olivier Faure, artisan de l'alliance avec La France insoumise, affichent leur optimisme. D'autant plus que le résultat des élections européennes aura forcément des conséquences sur le prochain congrès, statutairement prévu « à mi-mandat » des élections présidentielle et législatives, c'est-à-dire à l'automne 2024. « Cette campagne, c'est l'effroi, parce que l'extrême droite atteint 40 %, mais c'est aussi l'espoir, parce



Lors d'un meeting de Raphaël Glucksmann à Camon (Somme), le 14 mai. Alain Guillhot/Divergence

qu'il y a un renouveau de la gauche de Jacques Delors, s'enthousiasme Nicolas Mayer-Rossignol, premier secrétaire délégué du PS. Raphaël Glucksmann nous montre en Europe la voie à suivre en France : une gauche crédible qui soit le rempart à l'extrême droite, une gauche qui possède une identité politique claire, radicale quand il le faut dans les propositions mais jamais dans l'extrémisme du bruit et de la fureur. »

« C'est un moment de recomposition dès lors qu'avec Raphaël Glucksmann on assiste à un retour de l'orientation sociale-libérale de François Hollande, mais cela ne remet pas en cause la structuration du paysage politique français autour de trois blocs : l'extrême droite, les sociaux-libéraux – de François Hollande à Emmanuel Macron – et le bloc populaire de Jean-Luc Mélenchon, récuse Paul Vannier, animateur du pôle stratégies électorales de La France insoumise. Quel que soit le résultat des européennes, il reste un débouché à la présidentielle de 2027 pour

une gauche de rupture. » De fait, Antoine Bristielle identifie bien « deux lignes » dans l'électorat de gauche socialiste. D'un côté, « un électorat antilibéral, qui veut solder l'héritage de François Hollande ». De l'autre, « un électo-

« Il y a juste un peuple de gauche qui volette dans tous les sens en cherchant une solution pour gagner et éviter le RN. »

rat social-libéral fidèle au PS de François Hollande et qui veut solder l'héritage de la Nupes : Raphaël Glucksmann est dans cette lignée ». La fracture est ancienne sur l'économie. Elle se cristallise désormais sur les questions internationales : l'Ukraine, la Palestine et Israël.

Lors d'un débat télévisé, cette opposition entre deux gauches irréconciliables s'est traduite par une sortie agacée de Raphaël Glucksmann à Manon Aubry : « Concentrez-vous sur l'extrême droite qui est à 40 %, lâchez-moi les baskets ! » Entre les deux, Marie Toussaint, tête de liste des Écologistes, a du mal à se faire entendre, pas loin dans les sondages du seuil de 5 % nécessaire pour obtenir des élus. « On aurait pu avoir un débat européen de fond, pacte vert contre pacte brun, mais la montée de Raphaël Glucksmann a cristallisé un enjeu national : battre les macronistes, regrette la députée Sandrine Rousseau. Il n'y a pas de recomposition, il y a juste un peuple de gauche qui volette dans tous les sens en cherchant une solution pour gagner et éviter le RN, cela a profité à Yannick Jadot puis Jean-Luc Mélenchon hier, cela profite à Raphaël Glucksmann aujourd'hui. Mais la gauche n'y arrivera jamais si c'est toujours un qui gagne en écrasant les autres. »

Laurent de Boissieu

repères

Les derniers temps forts de la campagne

Les meetings

Jeudi 30 mai : Raphaël Glucksmann (Place publique) au Zénith de Paris.

Samedi 1^{er} juin : Valérie Hayer (Renaissance) à Aubervilliers

(Seine-Saint-Denis), Manon Aubry (LFI) à Toulouse, Raphaël Glucksmann à Marseille.

Dimanche 2 juin : Jordan Bardella (RN) à Paris, Marie Toussaint (Les Écologistes) à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) et Léon Deffontaines (PCF) à Marseille.

Mercredi 5 juin : François-

Xavier Bellamy (LR) au Cannet (Alpes-Maritimes).

Jeudi 6 juin : Manon Aubry (LFI) à Lyon.

Les débats

Deux débats télévisés doivent encore voir s'affronter l'ensemble des têtes de liste, jeudi 30 mai sur CNews et Europe 1, et mercredi 5 juin sur France 2.

essentiel

Majorité — Gabriel Attal y croit encore

Le premier ministre va « jeter ses dernières forces dans la bataille » des dix derniers jours de campagne, en soutien de la liste de Valérie Hayer, a assuré mercredi 29 mai son entourage. « La campagne n'est pas terminée. Pour certains Français elle ne fait que commencer », veut-on croire à Matignon, en dépit des sondages qui donnent la liste Renaissance largement distancée par le RN. Gabriel Attal prévoit notamment plusieurs interventions médiatiques, et sera présent samedi au grand meeting parisien de Valérie Hayer.

Les Républicains Division autour d'une coalition après les élections

Le chef du groupe Les Républicains au Sénat Bruno Retailleau et la tête de liste François-Xavier Bellamy se sont dit opposés mercredi 29 mai à une coalition entre LR et la majorité après le 9 juin. Une divergence apparente avec le président LR du Sénat Gérard Larcher, qui a estimé auprès de l'AFP « qu'il faudra bien qu'on apporte une réponse » au lendemain du scrutin, en cas de succès de l'extrême droite. Bruno Retailleau plaide pour une dissolution de l'Assemblée nationale, et François-Xavier Bellamy a jugé sur Franceinfo une telle alliance impossible alors que « tous les jours, (les parlementaires LR) mènent le combat contre le macronisme ».

Ingérence russe — Perquisitions au Parlement européen

Des perquisitions ont été menées mercredi 29 mai au Parlement européen à Bruxelles et à Strasbourg « dans le cadre d'un dossier d'ingérence, de corruption passive et d'appartenance à une organisation criminelle, et concernant des indices d'ingérence russe, selon lesquels des membres du Parlement européen auraient été approchés et payés pour promouvoir la propagande russe », selon le parquet fédéral belge. La personne visée serait le Français Guillaume Pradoura, ex-assistant parlementaire de l'eurodéputé allemand d'extrême droite Maximilian Krah, tête de liste de l'AfD aux élections européennes.

sur la-croix.com
— Sur TikTok, Jordan Bardella à la conquête des primo-votants



demandez le programme

Défense, unis mais dispersés

— La Croix a analysé les programmes des principales listes candidates pour le scrutin du 9 juin. La guerre en Ukraine a relancé la réflexion sur les enjeux de défense, mais les partisans d'une politique européenne commune se heurtent aux souverainistes et aux eurosceptiques.

Si officiellement tous les partis condamnent l'invasion de l'Ukraine, ils se distinguent sur leur appréciation de la Russie et sur les relations que les Européens devraient entretenir avec leur voisin belliqueux. Dans le camp des anti-Poutine, on trouve sans surprise la liste de la majorité présidentielle, celles des Républicains, des socialistes et des écologistes. Ces derniers proposent par exemple de «poursuivre et renforcer les sanctions contre la Russie» et de «saisir les avoirs de la banque centrale russe gelés au sein de l'Union européenne pour soutenir l'effort de guerre et la reconstruction écologique de l'Ukraine».

Particulièrement vocal, la tête de liste Place publique/Parti socialiste, Raphaël Glucksmann, a fait de l'invasion russe de l'Ukraine un de ses principaux axes de campagne, décrivant un affrontement entre la Russie et l'Occident. «Vladimir Poutine ne s'arrêtera pas à l'Ukraine si nous ne l'arrêtons pas : il ira en Lettonie ou en Pologne», martèle-t-il. À rebours de ces positions, le Rassemblement national (RN). Le mouvement de Marine Le Pen a longtemps cherché le soutien financier et politique de Vladimir Poutine. Les élus RN ont voté systématiquement contre les résolutions condamnant la Russie avant la guerre, et préfèrent désormais s'abstenir. Soucieuse de se démarquer d'une étiquette prorusse devenue encombrante depuis l'invasion, la tête de liste Jordan Bardella a reconnu que «la Russie était une menace, pour notre sécurité et notre souveraineté» – même si Thierry Mariani, 9^e de sa liste, continue de dire le contraire.

L'entrée de l'Ukraine dans l'UE inquiète

La question de l'élargissement, et plus particulièrement la candidature de l'Ukraine à l'entrée dans l'Union européenne, demeure au cœur des préoccupations des partis. Une majorité disparate de listes allant de l'extrême droite de l'échiquier à l'extrême gauche y est résolument opposée. La France insoumise (LFI) propose ainsi de «refuser tout nouvel élargissement de l'Union européenne, notamment à l'Ukraine, tant qu'une harmonisation écologique, sociale, fiscale et des droits humains n'a pas été menée». Parlant de «fausse promesse» faite par l'UE à l'Ukraine dont la candidature déstabiliserait l'agriculture des 27 membres, le chef de file des Républicains défend la création d'un statut intermédiaire pour les nations qui tapent à la porte de l'Europe, de façon à ce qu'elles «soient arrimées sans pour autant devenir membres à part entière».

Le RN, de son côté, est définitivement hostile à l'adhésion de l'Ukraine, au nom des paysans français, tout comme la liste communiste de Fabien Roussel. Quant à la

majorité présidentielle (Besoin d'Europe), elle met des conditions à un tel projet en insistant sur la nécessité au préalable de procéder à des réformes de «l'intérieur» de l'UE. Seuls les socialistes et les écologistes défendent vigoureusement la candidature de l'Ukraine. Les Verts appellent même à réformer le processus d'élargissement en passant à la majorité qualifiée plutôt qu'à l'unanimité pour les votes sur les étapes qui mènent à l'adhésion.

Pas de parapluie nucléaire français pour l'Europe

En proposant récemment d'inclure les armes nucléaires dans le débat sur une Europe de la défense en construction, le président français, Emmanuel Macron, a déclenché une pluie de critiques parmi les oppositions qui lui ont reproché de «brader» la souveraineté nationale. La tête de liste des Républicains, François-Xavier Bellamy, a fustigé des propos qu'il juge d'une «gravité exceptionnelle», ajoutant qu'un «chef de l'État ne devrait pas dire ça». Même réaction au Rassemblement national qui a opposé dans son programme un «non» ferme «à la dépossession de notre arme nucléaire». Chez LFI, il est

À l'instar de ses prédécesseurs, le président laisse planer le doute sur les intérêts vitaux de la France qui pourraient se confondre avec la défense de l'Europe.

précisé sur le site de campagne l'objectif de «maintenir le caractère national de la dissuasion nucléaire française». Au-delà des polémiques partisans, la position française n'a pas changé : une dissuasion nucléaire française étendue à l'Europe n'est pas pour demain.

Pour des questions d'efficacité, le président français n'a jamais évoqué l'idée d'un bouton partagé entre Paris et ses voisins, ni envisagé une collaboration technologique. Tout au plus, à l'instar de ses prédécesseurs, il laisse planer le doute sur les intérêts vitaux de la France qui pourraient se confon-

dre en partie avec la défense de l'Europe. «Il peut y avoir des circonstances dans lesquelles un gouvernement français décide qu'une menace sur l'Europe est une menace contre la France», rappelle le président du MoDem, François Bayrou.

L'Europe puissance, un concept

La guerre en Ukraine a souligné les faiblesses de l'industrie européenne de l'armement et sa dépendance vis-à-vis des Américains qui représentent 70 % des achats d'armes du Vieux Continent depuis 2022. Pour une fois unies autour du constat, les principales listes partagent la nécessité de renforcer les capacités des industriels européens. Ils sont plusieurs à demander l'instauration d'une préférence européenne en matière d'acquisition.

«L'Europe doit défendre une plus grande réciprocité» vis-à-vis des Américains, insiste le programme du RN. La liste socialiste souhaite également lancer un plan d'investissement européen de 100 milliards d'euros afin de réarmer l'Europe, une idée qui est aussi présentée par la liste de la majorité présidentielle. Le véritable clivage se

situe autour de l'idée d'Europe puissance, entre d'un côté des partis souverainistes et eurosceptiques et de l'autre ceux qui sont ouvertement pro-européens. Pour le RN, la diplomatie et la défense européenne restent ainsi des lignes rouges.

«L'Europe de la défense (...), c'est un miroir aux alouettes, antidémocratique par définition, inefficace depuis toujours dans les très maigres segments qu'elle a voulu constituer», assène de son côté La France insoumise. Reprenant la politique de ses prédécesseurs, le président Emmanuel Macron entend au contraire «créer une Europe puissance» qui «assure sa sécurité» de manière autonome. Il souhaite travailler à un projet de bouclier antimissile européen, voire la création d'une «capacité européenne de cybersécurité et de cyberdéfense» et mettre en place une force de réaction rapide de 5000 hommes, qui pour l'heure n'existe que sur le papier.

L'Otan, le mal-aimé

Cinquante-huit ans après le coup d'éclat du général de Gaulle, l'Alliance atlantique ne suscite toujours pas de véritable adhésion chez les partis politiques français. Les plus critiques se trouvent à gauche de l'échiquier qui sont plus ou moins favorables au départ de l'organisation, présentée comme un instrument de la vassalisation de la France et de l'Europe à l'impérialisme américain. La France insoumise défend ainsi l'idée de remplacer la clause de défense de l'Otan par celle entre les États membres de l'UE. Léon Deffontaines, tête de liste du PCF, insiste sur un départ de la structure «surtout si Donald Trump arrive au pouvoir». Les le-pénistes, eux, sont favorables à un retrait du commandement intégré de l'Otan après la guerre en Ukraine.

Si la liste issue de la majorité européenne, les socialistes et les Républicains ne remettent pas en question la présence de la France au sein de l'Alliance, ils y voient surtout un outil permettant l'avènement d'une puissance européenne sur l'échiquier international, un projet que ne partagent guère les autres députés de l'UE. Les Républicains proposent notamment de donner davantage de moyens à l'état-major de l'Union européenne pour qu'il devienne un centre d'opération permanent et créer ainsi un «pilier européen» de l'Otan, une mesure qui devrait toutefois faire face à l'hostilité de l'Allemagne. **Olivier Tallès**

Demain La souveraineté technologique, une cause désormais consensuelle

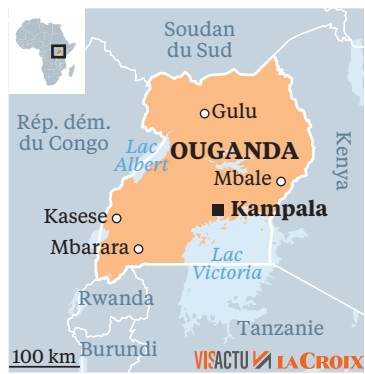
sur la-croix.com
Retrouvez l'ensemble de nos articles consacrés aux élections européennes



La répression s'intensifie contre les homosexuels en Ouganda

Un an après la promulgation de la loi « anti-homosexualité », très répressive, les organisations de défense des droits humains dénoncent de nombreuses arrestations, évictions et même des violences.

Les autorités affirment de leur côté protéger le pays de ce qu'elles considèrent être une « importation de l'Occident ».



Kampala (Ouganda)
De notre envoyée spéciale

« Je défends ma communauté mais je dois aussi vivre une vie cachée pour ma sécurité, car être queer en Ouganda a des conséquences. » Boutras, les larmes aux yeux, confie être une personne transgenre, dont l'identité de genre est différente de celle qui lui a été assignée à la naissance. Depuis la terrasse d'un foyer qui héberge d'autres personnes transgenres, il raconte avoir été battu par un groupe disant avoir entendu des rumeurs à son sujet, et la pierre qui a traversé la fenêtre de sa cuisine avec un cri : « Une personne gay vit ici. » « Tout ça fait peur », soupire Boutras.

La législation encadrant les personnes LGBTQI+ (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers, intersexes) s'est durcie il y a un an en Ouganda. Le 29 mai 2023, la présidence annonçait la promulgation de la loi « anti-homosexualité », votée quelques semaines plus tôt au Parlement. Tout acte sexuel considéré comme étant « contre nature » était criminalisé depuis 1950. Mais sous la nouvelle loi, les cas considérés « d'homosexualité aggravée » – avec un enfant par exemple – sont passibles de la peine de mort, et toute personne considérée comme faisant la « promotion de l'homosexualité » encourt jusqu'à vingt ans d'emprisonnement. Cette loi a



La communauté ougandaise LGBTQI+ est contrainte de se cacher. Ici, une jeune homosexuelle à Kampala, en 2023. Abubaker Lubowa/Reuters

été largement condamnée par la communauté internationale. Le président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, rétorque : « Personne ne nous fera changer. » Pour lui, l'homosexualité est « une forme de maladie ».

Dans ce pays d'Afrique de l'Est, à majorité chrétienne conservatrice, la loi a reçu un large soutien. Au Parlement, elle a été votée à l'unanimité moins une voix. Les parlementaires estiment qu'elle constitue un barrage nécessaire à l'immoralité présumée de l'Occi-

dent, pour protéger la « famille ougandaise ». L'Église anglicane d'Ouganda s'est dite « reconnaissante » après sa promulgation. Tout en s'opposant à la peine de mort, son archevêque estime que l'homosexualité en Ouganda est « imposée par des acteurs étrangers contre notre volonté, notre culture et nos croyances religieuses ». Arguant, entre autres, que la loi va à l'encontre du respect des droits humains, plusieurs organisations ont lancé une action en justice pour deman-

der son annulation. La Cour constitutionnelle a rejeté la quasi-totalité de leur recours le mois dernier.

« La loi a engendré une surveillance citoyenne avec des cas de chantages. »

La Human Rights Awareness and Promotion Form (HRAPF) est un des requérants. Cette ONG de défense des droits humains en Ouganda a comptabilisé, entre mai 2023 et avril dernier, un total de 559 cas de violations (dont 268 évictions, 223 cas de violences et 62 arrestations) où les personnes LGBTQI+ étaient, selon l'organisme, visées en raison de leur orientation sexuelle, contre 176 sur la même période l'année précédente.

Interrogée par téléphone, la Commission des droits humains en Ouganda, organisme public indépendant de par son mandat constitutionnel, affirme, elle, que

la loi n'a pas été sévèrement appliquée, dans l'attente des décisions de justice et dit ne pas avoir reçu de plaintes pour violations des droits de l'homme en raison de l'identité sexuelle d'une personne depuis sa promulgation. « En Ouganda, nous considérons les affaires sexuelles comme privées, toute personne qui les rend publiques s'expose aux critiques », tente d'expliquer Alex Bukumunhe, chargé des affaires publiques pour la commission. Les partisans de la loi mettent en avant qu'elle ne criminalise pas le fait d'être homosexuel mais les relations entre deux personnes de même sexe ainsi que les personnes qui en font la promotion.

Ses opposants soulignent que la définition de « promotion » reste vague, ouverte aux interprétations. « Si la majorité des arrestations n'arrivent pas aux tribunaux faute de preuves, la loi a engendré une surveillance citoyenne avec des cas de chantage et des évictions », affirme Martin Musiime, avocat au sein de Let's Walk Uganda, une ONG de défense des droits LGBTQI+. ●●●

repères

En Afrique, un barrage de lois contre l'homosexualité

L'année 2023 a été marquée par une flambée de lois répressives et discriminatoires dirigées contre les personnes LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées) sur le continent africain, selon l'ONG Amnesty International.

En Afrique, 31 pays continuent de criminaliser les relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe, en violation flagrante des normes relatives aux droits humains établies au niveau de l'Union africaine et du monde.

Au Ghana, au Malawi, en Zambie ainsi qu'au Kenya, les personnes LGBTI continuent d'évoluer dans des environnements hostiles et des législations souvent discriminatoires.

●●● John Grace en a fait les frais et vient de déménager, après avoir reçu plusieurs menaces dans son précédent logement. *La Croix* le rencontre à son nouveau domicile, les rideaux tirés par précaution. Son organisation, qui compte divers refuges, a constaté une hausse significative des demandes d'hébergement d'urgence depuis un an. Ces refuges, désormais surpeuplés, sont pourtant de moins en moins sûrs, sujets à des descentes de police, explique John. Les craintes touchent aussi le secteur de la santé. Dans sa clinique LGBTQI+, cachée au premier étage d'un immeuble de Kampala, Brian Aliganyira décrit une baisse des visites des patients par peur d'être identifiés, son inquiétude de voir une résurgence du VIH, ou encore ses cinq employés qui ont démissionné de crainte d'être associés à la communauté.

Derrière cette atmosphère, les défenseurs des droits humains pointent du doigt l'homophobie qui a accompagné le vote de la loi, sur les réseaux sociaux mais aussi dans les discours politiques et religieux, avec notamment des allégations, sans fondements, de recrutement d'enfants par la communauté homosexuelle. «*Tout le processus qui a mené au vote de cette loi a activé une haine du public à l'égard des personnes homosexuelles*», explique Edward Mwebaza, directeur adjoint de la HRAPE, «*et donc, dès que la loi a été promulguée, nous avons vu un pic de violence instantané*». «*Depuis les trois dernières années, la période actuelle est la pire que j'aie jamais connue pour la communauté LGBTQI+*», confirme Frank Mugisha. Il défend cette communauté depuis plus de quinze ans. C'est un des militants les plus connus du pays, sa médiatisation lui a valu de nombreuses menaces de mort et des attaques physiques. Il se déplace désormais muni d'un traceur, prêt à envoyer sa localisation à ses proches à tout moment.

Si Frank reste en Ouganda pour se battre malgré ces risques, Eric (1), lui, rêve de quitter le pays, comme beaucoup l'ont déjà fait. Âgé d'une vingtaine d'années, ce jeune homosexuel vit caché et a perdu tout espoir : «*Voir les gays vivre un jour libres en Ouganda, je n'y crois pas.*» **Albane Thirouard**

(1) Le prénom a été changé pour raisons de sécurité.

Trois jours pour ranimer la flamme franco-allemande

— Alors que la relation franco-allemande a connu des tensions ces derniers mois, le président français a passé trois jours outre-Rhin où il a reçu un accueil chaleureux.



Berlin, Dresde et Münster (Allemagne)
De notre envoyé spécial

Un grand discours public, un dîner d'État, des rencontres avec des jeunes... Et aussi des kilomètres parcourus en cortège escorté par des motards mais sans excès de vitesse. Emmanuel Macron a pris le temps pour dire aux Allemands à quel point ils comptent pour lui. Et durant trois jours, il s'est attaché à leur expliquer sa vision de l'Europe, laquelle n'est pas toujours bien comprise de ce côté du Rhin. Le président allemand Frank-Walter Steinmeier l'a dit : Emmanuel Macron est un partenaire qui les bouscule et parfois les épuise. «*Vous êtes quelqu'un qui ne se contente pas du statu quo, qui nous pousse à agir, et votre engagement dans les débats est redouté*», confiait-il mardi 28 mai en remettant à Emmanuel Macron le prix de la paix de Westphalie, à Münster.

Comme il est d'usage lors des visites d'État, le président français était accompagné d'acteurs de la relation franco-allemande, comme le président d'Arte Bruno Patino ou le couple Klarsfeld. À Dresde, Emmanuel Macron a connu son «moment Kennedy» en délivrant un grand discours au pied de la Frauenkirche, l'église Notre-Dame. Il s'est livré à un plaidoyer contre les

partis d'extrême droite et pour l'Europe, devant des milliers de jeunes enthousiastes. Il a appelé à «*balayer le vent mauvais qui souffle sur l'Europe*», au cœur de cette Saxe, dans l'ex-RDA, où l'AfD fait ses meilleurs scores. À chaque étape, il a ainsi reçu un accueil amical. Dès dimanche 26 mai, dans un parc berlinois, le président français prenait un bain de foule. «*C'est émouvant, je mesure le chemin parcouru*», estimait Sabine Thillaye, députée d'Indre-et-Loire d'origine allemande et membre de la délégation. «*Il y a quarante et un ans, quand j'ai épousé un Français, ma famille ne sautait pas de joie.*» Quatre décennies plus tard, elle représente donc la France au côté d'Emmanuel Macron. Tout un symbole.

Le président français et le chancelier semblent décidés à s'entendre, par-delà leurs divergences.

Et il en fallait des symboles, pour rapprocher les points de vue. Car ces derniers mois, la relation franco-allemande a été mise à rude épreuve : politique énergétique, dette, envoi de troupes en Ukraine... Paris et Berlin se sont souvent opposés. «*Le couple franco-allemand est essentiel. Malgré nos débats, nous avons toujours su trouver un accord, et cela va continuer*», a balayé le chancelier Olaf Scholz, mardi soir, en ouverture du conseil

des ministres franco-allemand qui concluait la visite. Comme s'il voulait ouvrir une nouvelle page.

L'entente franco-allemande est plus nécessaire que jamais au moment où l'Europe est sous la menace de la Russie et où les Européens doivent s'accorder sur l'agenda des cinq prochaines années. Un consensus semble se dessiner. Au programme de la prochaine Commission européenne il y aura un renforcement de l'Europe de la défense, une simplification des règles administratives, la création d'un produit d'épargne commun pour soutenir les investissements dans l'innovation. Mais il reste des divergences : la France veut doubler les capacités budgétaires de l'UE en recourant à l'emprunt commun tandis que l'Allemagne freine. Emmanuel Macron veut aller vite pour construire une défense européenne tandis que l'Allemagne promeut un projet de bouclier européen antimissile basé sur du matériel américain. La France voudrait taxer davantage les produits chinois, quand l'Allemagne ne veut pas fâcher ceux qui achètent ses voitures.

Les sujets de friction sont toujours là. Mais le président français et le chancelier semblent décidés à s'entendre, par-delà leurs divergences. «*Elles sont notre force*», indiquait mardi soir un Olaf Scholz tout sourire, et sur lequel la magie de cette visite en Allemagne semblait donc avoir opéré.

Alain Guillemoles

L'Occident divisé sur la question des armes en Ukraine

Faut-il accepter que l'Ukraine utilise les armes occidentales pour atteindre la Russie, comme le demande Kiev ? Les Occidentaux sont aujourd'hui divisés sur ce sujet. Mais la question est sur la table. Depuis l'Allemagne, Emmanuel Macron a ouvert la voie à cette possibilité pour «neutraliser les bases militaires depuis lesquelles la Russie attaque l'Ukraine». Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg dit la même chose. Mais le chancelier allemand est plus réservé, disant vouloir «éviter l'escalade». Les États-Unis y sont opposés «à ce stade», a indiqué le porte-parole du Conseil de sécurité nationale des États-Unis.

essentiel

Gaza

«L'esprit des Nations unies est mort à Gaza», selon Erdogan

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a jugé mercredi 29 mai que «*l'esprit des Nations unies est mort à Gaza*», rappelant que «*L'ONU ne peut même pas protéger son propre personnel ni le personnel humanitaire. Qu'attendez-vous pour agir ?*» leur a-t-il lancé. Il a aussi appelé le «monde islamique à réagir» après les frappes israéliennes sur des camps de déplacés palestiniens de Rafah qui ont fait plus de 45 morts dimanche et 65 morts mercredi, selon le Hamas, au cours de 48 heures de bombardements incessants.

Pays-Bas

Dick Schoof, futur premier ministre

Haut fonctionnaire pragmatique, Dick Schoof, pressenti pour devenir premier ministre des Pays-Bas, pourra capitaliser sur son expérience à la tête des services de renseignement et d'immigration, au service d'une coalition gouvernementale menée par l'extrême droite. Ancien membre des travaillistes, ce sportif de 67 ans se dit sans parti et déterminé à mettre en œuvre la politique de la coalition, menée par le dirigeant Geert Wilders. Connu pour ses opinions islamophobes et anti-UE, ce dernier a renoncé à son rêve d'occuper le poste de premier ministre et a porté son dévolu sur Dick Schoof pour succéder à Mark Rutte.



sur [la-croix.com](https://www.la-croix.com)

— **L'abolition de la peine de mort progresse en Afrique**

— **Israël accusé d'avoir espionné et intimidé la CPI pendant des années**

LA CROIX

Une série intime de 14 épisodes qui explore les relations au sein des fratries.

«Frères, sœurs»

Que diriez-vous de votre frère ou de votre sœur ? C'est la question que nous avons posée à des Français de tous âges.

Ils racontent dans cette série les mille façons dont ces relations faites d'amour ou de distance ont marqué leur enfance, puis leur vie.

Découvrez les premiers épisodes et prenez rendez-vous tous les vendredis sur

[la-croix.com/fratries](https://www.la-croix.com/fratries)



La transition démographique agite de plus en plus d'entreprises

Alors que la population active vieillit, la question de l'inclusion des seniors dans l'emploi et au sein des entreprises devient saillante.

Certaines tentent de mettre en place des dispositifs pour favoriser l'employabilité des plus de 50 ans, en prenant en compte leurs besoins.

Les seniors sont éloignés du monde du travail : seuls 57 % des 55 à 64 ans étaient en emploi en 2022, contre 83 % des 25 à 49 ans, selon la Dares, le service statistique du ministère du travail. Et ceux en emploi ne sont pas toujours encouragés à s'y maintenir. Ce constat est dressé par l'étude publiée mercredi 29 mai 2024 par le Club Landoy (1).

L'étude traite les données de 27 entreprises signataires de la « Charte en faveur de l'emploi des plus de cinquante ans », éditée par le Club Landoy et le groupe L'Oréal. Alors que 32 % de leurs 567 000 salariés ont plus de 50 ans, ces derniers ne bénéficient que de 28 % des heures de formation, 22 % des mobilités et 11 % des recrutements. Pourtant, cet échantillon est composé d'entreprises engagées pour l'employabilité des seniors.

« L'âge est un critère qu'on sous-estime dans la lutte contre les inégalités et les discriminations », note Yvonne Herbin, directrice des études et de la prospective du groupe Bayard. Nous voulons aborder les stéréotypes liés à l'âge : dire qu'il n'y a pas d'obsolescence des salariés et qu'on peut évoluer professionnellement tout au long de sa carrière. »

Plusieurs phénomènes concourent à éloigner les salariés de l'emploi au fur et à mesure qu'ils avancent en âge. « Premièrement, les entreprises calculent leur rentabilité en faisant intervenir des indicateurs de coût du travail : supprimer l'emploi des seniors peut être une façon de faire des économies », souligne Valérie Boussard, sociologue de l'emploi et du travail à l'université Paris Nanterre. Ensuite, les



Quatre-vingt-neuf nouvelles entreprises ont signé, mercredi 29 mai, la charte en faveur des plus de cinquante ans, éditée par le Club Landoy et le groupe L'Oréal. Shutterstock - stock.adobe.com

représentations sociales jouent en leur défaveur. « Les seniors sont victimes de préjugés, et considérés comme moins réactifs, moins adaptables, moins dociles », poursuit la sociologue. Au recrutement, on n'évoque pas l'âge mais on en tient compte dans les compétences recherchées : on ne dit pas qu'on cherche des jeunes, mais des « gens adaptables ». Cela entraîne des biais de sélection et de la discrimination indirecte. »

Certaines entreprises s'emparent du problème, et cherchent à améliorer l'accès et le maintien dans l'emploi des seniors. La charte éditée par le Club Landoy et le groupe L'Oréal, que 89 nouvelles entreprises ont signée mercredi 29 mai, est un ensemble d'engagements en ce sens.

La Poste fait partie des signataires depuis 2022. Alors que 49 % de ses 240 000 salariés ont plus de 50 ans, l'entreprise avait lancé dès 2013 un « plan stratégique sur le vieillissement ». L'essentiel du plan se concentre sur les salariés aidants : parmi cette tranche d'âge,

« L'âge est un critère qu'on sous-estime dans la lutte contre les inégalités et les discriminations. »

beaucoup ont la charge d'un parent malade ou en fin de vie.

« Cela représente une charge mentale colossale et beaucoup de fatigue, endossées le plus souvent par les femmes », indique Laurence Hulin, directrice diversité, inclusion et égalité des chances à La Poste. Pour « trouver un meilleur équilibre entre leur vie personnelle et leur vie professionnelle », les salariés aidants ont la possibilité d'aménager leurs horaires de travail, et de s'absenter trois jours par an pour accompagner la personne aidée dans des démarches médicales ou administratives. D'autres entreprises axent leurs politiques sur la

réduction des pénibilités physiques ou l'accompagnement médical. « À partir du moment où la pyramide des âges est plus élevée, les salariés ont plus de probabilité de développer certaines pathologies », note Céline Fabre, directrice des ressources humaines à DomusVi, l'un des groupes français d'Ehpad, où les salariés bénéficient d'une journée par an pour le dépistage des cancers du sein, colorectal et de l'utérus.

L'apparition de ce type de dispositifs est un phénomène récent. « Cela n'existait pas il y a quinze ans, note Valérie Boussard. Avant, l'État encourageait les préretraites dans le cadre de restructurations économiques, et les employeurs avaient donc tendance à pousser les salariés âgés vers la sortie. » Depuis, le recul de l'âge légal de départ à la retraite et « la montée en puissance des injonctions à la responsabilité sociale des entreprises », incitent les entreprises à mieux intégrer les seniors.

Et il en va aussi de leur rentabilité : « Avec la transition démographique, toutes les entreprises auront besoin de travailler avec les plus de 50 ans », indique Amélie Watelet, directrice des ressources humaines chez l'assureur Axa. Au-delà de la cohésion sociale, intégrer les seniors à l'activité est une question de performance. »

Bérénice Soucail

(1) Le Club Landoy, créé en 2019 à l'initiative de Bayard, éditeur de La Croix, est un groupe de réflexion et de propositions pour un nouveau contrat social entre générations.

essentiel

Prêt-à-porter

Pimkie placée en procédure de sauvegarde

L'enseigne de prêt-à-porter, qui a vécu deux plans sociaux en deux ans, a été placée en procédure de sauvegarde par le tribunal de commerce de Lille. Anciennement dans le giron de la famille Mulliez (Auchan, Leroy Merlin, Decathlon...), Pimkie a été acquise en février 2023 par un consortium composé des groupes Lee Cooper France, Kindy et Ibisler Tekstil. Après les deux plans sociaux, l'enseigne comptera environ 200 magasins, soit en propre, soit en affiliation, pour 850 à 900 salariés.

116

milliards de dollars pour lutter contre le changement climatique dans le Sud

C'est ce qu'ont dépensé les pays riches, principaux responsables historiques des émissions de gaz à effet de serre, en 2022, selon les données de l'OCDE, publiées mercredi 29 mai. Ils ont ainsi rempli avec deux ans de retard les objectifs qu'ils s'étaient fixés en 2009 à la COP15 de Copenhague, à savoir porter au chiffre rond de 100 milliards de dollars par an leur aide climatique d'ici à 2020 et jusqu'en 2025. S'accorder sur le nouveau montant de cette aide après 2025 est le principal résultat attendu en novembre à la COP29 de Bakou, en Azerbaïdjan. [sur-la-croix.com](https://www.sur-la-croix.com)

Un article détaillé

Publicité

Maurice Levy se met en retrait de la gouvernance de Publicis

C'est un au revoir, mais pas des adieux : Maurice Lévy, 82 ans, s'est mis mercredi 29 mai en retrait de la gouvernance de Publicis, en devenant président d'honneur, tandis qu'Arthur Sadoun endosse désormais le rôle de PDG du géant français de la communication. Pendant près de trente ans de règne, de 1987 à 2017, les effectifs du groupe ont été multipliés par 25, le chiffre d'affaires par 44 et la capitalisation boursière par 93.



[sur-la-croix.com](https://www.sur-la-croix.com)

La région brésilienne du Cerrado, nouveau symbole de la déforestation de masse

Les petits États insulaires demandent plus de « justice climatique » aux grands pollueurs

repères

Un taux d'emploi inférieur à la moyenne européenne

Le taux d'emploi des 55-64 ans est en hausse en France. Il a augmenté de 8,6 points de pourcentage entre 2014 et 2022, atteignant 57 %. Ce chiffre est le plus haut enregistré depuis 1975. Le taux d'emploi chez les

femmes de cette tranche d'âge s'élève à 55,5 %, alors que celui des hommes atteint 58,3 %.

Les ouvriers et les employés seniors sont les plus éloignés de l'emploi. 35 % des employés et 23 % des ouvriers entre 60 et 64 ans sont en emploi (ou cumulent emploi et retraite), contre 50 % des cadres. Cela s'explique en partie par le fait que les cadres doivent atteindre

un âge plus avancé pour toucher une retraite à taux plein.

La France est en dessous de la moyenne européenne en ce qui concerne le taux d'emploi des 55-64 ans, à 62,4 %. Ce qui la place en 17^e position parmi les 27 pays de l'UE.

Source : « Les seniors sur le marché du travail en 2022 », Dares Résultats, publié le 1^{er} septembre 2023.

« La foi se vit aussi au travail »

Après plus de trente ans au sein du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC), Claire et Jean-Baptiste Salles sont les nouveaux responsables nationaux de l'association.

« Pour nous, la foi ne se pratique pas qu'à la messe, elle doit se vivre aussi au travail. Dieu est partout. » Claire et Jean-Baptiste Salles, sont les nouveaux responsables nationaux du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC), forts de leurs trois décennies d'expérience au sein de l'association. Créé en 1965, le MCC propose des réunions mensuelles par groupes d'une dizaine de personnes. Burn-out, télétravail, réforme des retraites, collègues « toxiques »... Les professionnels discutent de problèmes concrets liés au monde du travail, puis y « réfléchissent à la lumière de l'Évangile ». « En tant que chrétien, quelles sont les meilleures décisions que je peux prendre dans ma vie professionnelle ? », résume Claire Salles. Comment être charitable, agir pour



Jean-Baptiste et Claire Salles. MCC

le bien commun et protéger les plus faibles ? » Questions qui s'imposent d'autant plus à un poste de direction. Le MCC s'inspire de la spiritualité ignatienne et compte 3000 membres, répartis en 350 équipes suivies par 260 « accompagnateurs spirituels ».

Tous deux issus de familles catholiques pratiquantes, Claire et Jean-Baptiste Salles ont découvert l'existence du MCC dans leur paroisse, en 1991, par le bouche-à-oreille. Jean-Baptiste Salles travaille depuis plus de trente-cinq ans dans le groupe français Air

liquide, spécialiste des gaz industriels. Claire Salles a aussi exercé des fonctions de direction dans différentes entreprises et associations. Elle a ensuite créé sa propre agence de conseil en communication écrite, Edelweiss Communication, spécialisée dans la transition écologique des entreprises.

Le couple veut mettre en œuvre les 12 mesures pensées par leurs prédécesseurs.

Après avoir vécu sur trois continents avec ses trois enfants, le couple a finalement posé ses valises à Paris il y a un an. Claire Salles y travaille bénévolement pour l'association « Hors les murs », qui organise des sorties scolaires, et « Paris accueil » destinée à aider des expatriés. Pour continuer à participer aux activités du MCC lorsqu'ils habitaient à l'étranger, le duo a créé des équipes dans des paroisses

francophones au Japon, en Allemagne ou encore au Maroc. « La parole de l'Évangile et la prière nous ont très souvent menés vers des résolutions de conflit et des dénouements heureux au travail », assure Jean-Baptiste Salles.

Pendant leur « mandat » à la tête du MCC, le couple veut mettre en œuvre les 12 mesures pensées par leurs prédécesseurs et votées par l'ensemble des membres. « Le MCC perdait des membres, surtout à cause du Covid qui a fait fuir ceux qui ne souhaitaient pas se réunir en visioconférence. Nombre d'entre eux ont été sondés pour trouver des solutions et proposer des changements », explique le couple. « Notre rôle est de coordonner, pas de diriger », insiste Claire. La mesure la plus symbolique est sans doute le changement du nom de l'association, même si le nouveau n'a pas encore été choisi. « La dénomination « cadres et dirigeants » ne représente plus la diversité des membres. Le mouvement compte aussi des autoentrepreneurs, des infirmières, des juges ou encore des hommes et femmes politiques. »

Lucile Coppalle

En Écosse, les personnes « sans religion » sont désormais majoritaires

Plus de la moitié de la population écossaise se déclare « sans religion ». Un chiffre en forte hausse depuis vingt ans.

Plus de 50 % des Écossais (51,1 %) se disent « sans religion », d'après une étude du service du recensement réalisée en 2022 et publiée mardi 21 mai. Un chiffre sans précédent dans cette nation constitutive du Royaume-Uni, historiquement protestante et davantage pratiquante que dans le reste du pays. Ce nombre a même presque doublé : ils étaient 27,5 % en 2001.

Ces résultats n'ont pas étonné le théologien Ian Bradley, ancien journaliste et pasteur, professeur émérite de la faculté de Saint Andrews : « Les croyants fréquentent de moins en moins les églises. Les mariages et les enterrements religieux sont en baisse et la sécularisation augmente. » Le nombre des personnes qui s'identifient à l'Église d'Écosse, protestante, a reculé de plus d'un million depuis 2001, dans ce pays de plus de cinq millions d'habitants.

« L'Église d'Écosse n'est pas suffisamment attractive, surtout auprès des jeunes. Elle a du mal à se débarrasser de son image un peu démodée et ennuyeuse, estime Ian Bradley. La



La cathédrale Saint-Gilles à Édimbourg. L'Écosse compte près de 2 millions de chrétiens. Guillaume/Adobe Stock

baisse du nombre de prêtres et de pasteurs explique aussi la diminution du nombre de fidèles. Nous accompagnons d'habitude six séminaristes protestants à l'université de Saint Andrews, mais nous n'avons eu aucun candidat cette année. » Cette

hausse des personnes sans religion s'observe dans les autres nations du Royaume-Uni. Va-t-elle se poursuivre en Écosse ? « Aucun indice ne montre que la courbe pourrait s'inverser, analyse le chercheur. Mais les chrétiens sont encore très nom-

breux en Écosse : près de deux millions de personnes sont croyantes sur plus de cinq millions d'habitants. Il y a aussi beaucoup de personnes qui s'inscrivent en études de théologie. L'intérêt pour la religion subsiste. »

Lucile Coppalle

essentiel

Islamophobie

Des mosquées de Pessac et de Lyon visées par des tags

Des tags anti-musulmans ont été retrouvés ces derniers jours sur les murs de mosquées à Pessac (Gironde) et à Lyon (Rhône), suscitant l'inquiétude dans la communauté musulmane qui dénonce « une recrudescence de ces actes haineux ». « Nous exprimons notre pleine solidarité aux concitoyens musulmans » touchés pas ces « tags racistes infâmes », a affirmé la Grande Mosquée de Paris sur X : « L'intolérance ne doit pas gangrener notre société. »

Vatican

Moneyval confirme des progrès contre le blanchiment

Moneyval, le comité d'experts du Conseil de l'Europe sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, a reconnu les « nouveaux progrès » réalisés par le Vatican. Le rapport de suivi régulier du Saint-Siège, adopté lors la dernière session plénière du comité Moneyval, qui s'est tenue à Strasbourg du 21 au 24 mai, accorde, pour toutes les recommandations demandées en 2021, « une note d'amélioration ». Selon le communiqué du Vatican, le résultat du rapport « a été extrêmement positif », « en continuité avec le processus de transparence financière totale dans lequel la juridiction du Saint-Siège est engagée ».

Bayeux-Lisieux

Le diocèse s'associe aux célébrations des 80 ans du Débarquement



Avec le rassemblement de 2100 collégiens sur la plage de Ouistreham

Riva-Bella, mardi 28 mai, le diocèse de Bayeux a donné le coup d'envoi de son programme « l'Église fait mémoire » pour commémorer les 80 ans du Débarquement. Jusqu'au 9 juin, plusieurs événements sont prévus : célébration œcuménique franco-britannique à la cathédrale de Bayeux le 5 juin, messe sur les plages de la côte le 6, ou encore, inauguration d'une plaque pour les religieux victimes de la guerre, le 8 juin.



sur la-croix.com

Tribune. Relations Chine-Vatican : « Le pape renoue avec la tradition jésuite »

Le musée de Notre-Dame de Paris se rêve en grand



— Auditionnés à l'Assemblée nationale, les coauteurs du rapport sur la préfiguration du musée de Notre-Dame ont plaidé pour un grand espace de « 7 000 à 9 000 m² » dans l'Hôtel-Dieu.

— Ils soulignent que « l'incendie et la restauration de la cathédrale ont suscité de très fortes attentes ».

« Le futur musée de Notre-Dame doit être à la hauteur de ce monument ». Charles Personnaz, directeur de l'Institut du patrimoine, coauteur du rapport sur la préfiguration du musée de Notre-Dame remis en février à la ministre de la culture, a souligné que ce projet nécessite « une vaste ambition », lors de son audition, le 28 mai, par le groupe de travail chargé du suivi de la restauration de Notre-Dame de Paris à l'Assemblée nationale.

Le chantier permanent de la cathédrale pourrait être mis en lumière.

A priori, la volonté présidentielle est là. Le 14 avril 2023, Emmanuel Macron, en visite sur le chantier de la cathédrale, s'était déclaré « favorable à ce qu'une réflexion s'engage sur la création d'un musée qui lui sera dédié (...) parce qu'elle est une part de notre destin national, de notre histoire, parce qu'elle a encore tant à montrer ». Le 8 décembre,



Devant Notre-Dame de Paris, le 7 mars. Guillaume Baptiste/AFP

lors d'une nouvelle visite, un an avant la date prévue pour la réouverture du monument, le président a précisé l'installation de ce futur musée « au sein des bâtiments de l'Hôtel-Dieu », propriété de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. « On a cherché d'autres lieux mais seul l'Hôtel-Dieu avait la capacité et la vocation d'accueillir un tel musée, du fait de l'articulation historique entre la cathédrale et son hôpital », a expliqué mardi à l'Assemblée Charles Personnaz. Avec Jonathan Truillet, adjoint « science et patrimoine » à la direction de l'établissement public Rebâtir Notre-Dame de Paris, ils ont proposé, dans leur rapport (non rendu public) sur le futur musée, que celui-ci dispose d'une vaste superficie « de 7 000 à 9 000 m² ». L'arbitrage sur son implantation précise au sein de l'Hôtel-Dieu pourrait être rendu « avant l'été ». « Plus l'entrée sera visible, plus les visiteurs viendront et plus l'on attirera du mécénat », ont-ils souligné, critiquant en



creux la proposition qu'aurait faite l'AP-HP de louer 5 000 m² seulement et à l'écart du parvis, du côté du marché aux fleurs. Quant au calendrier,

« il faudrait aller vite pour ouvrir ce musée dans cinq ans », a estimé Charles Personnaz, qui suggère avec Jonathan Truillet qu'un espace d'exposition permanente et gratuite soit ouvert dès 2026-2027 à proximité de la cathédrale pour répondre aux « attentes très fortes des visiteurs français et étrangers ». Le parcours du futur musée pourrait s'articuler autour d'une galerie chronologique mêlant trois axes. Le premier raconterait l'histoire religieuse, politique et sociale du monument, qui « nécessite des clés de compréhension pour le public d'aujourd'hui ». Le deuxième présenterait des créations artistiques liées au monument : les sculptures du jubé exhumées pendant les fouilles, des sculptures abîmées par les intempéries et déposées pour être remplacées par des répliques,

des Mays de Notre-Dame conservés au Louvre et autant venant du musée d'Arras, des œuvres musicales, littéraires... « On dispose aussi de beaucoup d'éléments autour des restaurations de Viollet-le-Duc et du sculpteur Geoffroy-Decheaume dont on pourrait reconstituer l'atelier », a suggéré Charles Personnaz. Enfin, le chantier permanent de la cathédrale, depuis sa reconstruction en 1160 jusqu'à sa restauration actuelle, pourrait être mis en lumière, « en montrant les métiers de manière très charnelle, les maquettes de la charpente réalisées par les compagnons, mais aussi les modélisations numériques du monument », a-t-il proposé.

« Quel sera le financement de ce futur musée ? », a demandé la députée (Renaissance) du Rhône, Anne Brugnera, présidente de ce groupe de travail. Pourrait-on utiliser le reliquat des dons pour la reconstruction de Notre-Dame, qui s'élèverait à près de 100 millions d'euros ? Juridiquement, cela n'est pas acquis. « La création du musée pourrait mobiliser à nouveau des mécènes, au côté de l'État », a répondu Jonathan Truillet. Ensuite, l'établissement pourrait « équilibrer son budget avec un panier moyen par visiteur de 7 € et une fréquentation estimée à 700 000 personnes par an ». Cela représenterait 5 % des 14 millions de visiteurs annuels attendus dans la cathédrale après sa réouverture, soit 2 millions de plus qu'avant son tragique incendie. Sabine Gignoux

repères

Une quarantaine de candidatures pour les vitraux contemporains

Clos le 24 mai, l'appel à projets pour créer des vitraux contemporains dans six chapelles du collatéral sud de Notre-Dame, en remplacement de grisaillies

du XIX^e siècle, aurait suscité une quarantaine de candidatures.

Chacune des baies doit illustrer de manière figurative un verset de l'épisode de la Pentecôte, narré dans les Actes des Apôtres.

Fin juin, le comité artistique comprenant des représentants de l'État, du diocèse et des per-

sonnalités qualifiées sélectionnera 5 groupements finalistes, associant un artiste et un maître verrier qui réaliseront alors des maquettes.

À l'automne, après avis du comité et de la commission nationale du patrimoine, le président de la République et l'archevêque de Paris annonceront le projet lauréat, qui sera réalisé en 2025.

essentiel

Spectacle vivant — Le premier syndicat met en garde contre la baisse des subventions

Le Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndéac) a alerté les parlementaires sur la « situation financière du spectacle vivant public en grand danger », en leur envoyant un billet de spectacle factice d'un montant de 100 €, « ce que vous coûterait votre billet sans subventions publiques ». Bercy a annoncé par décret en février dix milliards d'euros d'économies sur le budget en 2024, ce qui se traduit, côté culture, par un manque à gagner de 96 millions d'euros pour la création.

Presse

Le groupe Lagardère veut créer un nouvel hebdomadaire

Le groupe Lagardère, en passe de céder Paris Match au géant du luxe LVMH, a le projet de créer en septembre un rival aux hebdomadaires d'information. La présidente de Lagardère News, Constance Benqué, a décrit pour le nouveau titre, baptisé JDNEWS, une ligne éditoriale conforme à celle du Journal du dimanche, qui s'est infléchi vers l'extrême droite depuis son entrée dans le giron de Vivendi, groupe de Vincent Bolloré. Ce lancement signifie l'arrêt du mensuel JDD Magazine, consacré aux livres et à la culture, qui n'a pas trouvé un lectorat suffisant. Le chiffre d'affaires de cette activité a chuté de 14 % au premier trimestre au sein du groupe.

Essai — Le prix de « La Revue des Deux Mondes » à l'historien David Colon

Le prix littéraire de La Revue des Deux Mondes a été remis, mardi 28 mai, à l'historien David Colon pour La Guerre de l'information, sur l'affrontement entre puissances pour imposer leur vision. Publié en septembre 2023, cet essai explore les moyens engagés par les États pour influencer les opinions, à travers médias, piratages informatiques ou théories du complot. Son auteur dit l'avoir conçu comme « un appel à résister à la manipulation de masse par des régimes autoritaires ».

sur la-croix.com

Le Centre Pompidou inaugure un marathon de la bande dessinée

Cinq parcours de malades vers la « mort programmée »



Sur LCP à 20 h 35

« *Bon voyage monsieur.* » Ce sont les derniers mots qu'aura entendus Jean-Michel de la bouche du médecin avant que ce dernier ne pousse la seringue contenant le produit létal. Fallait-il montrer cette séquence qui dévoile dans toute sa crudité le déroulement d'une euthanasie au risque de heurter la sensibilité des téléspectateurs ? C'est le choix de ne rien cacher qu'ont fait Céline Crespy et Pierre-Yves Deheunynck, journalistes à La Chaîne parlementaire (LCP).

Pendant deux ans, la caméra a suivi Jean-Michel, mais aussi

Katherine, Sylvain, Raymonde et Sylvie, tous atteints de maladies graves qui, faute d'une loi qui l'autorise en France, ont décidé de passer la frontière vers la Belgique ou la Suisse pour avoir le droit de « choisir leur mort ».

Entre les deux pays qui autorisent l'euthanasie depuis 2002, pour le premier, et le suicide assisté depuis 1937, pour le second, Jean-Michel, ancien médecin atteint d'un cancer généralisé, a d'abord hésité avant d'opter pour le moins cher : 6000 € en Belgique contre 12000 € en Suisse. Le prix à payer pour s'offrir «une belle mort», lâche-t-il avec ironie.

Cinquante-deux minutes durant, chacun va confier son histoire singulière, ses souffrances et ses

angoisses, ses convictions et ses doutes. Paroles sans filtre de patients auxquelles fait écho celle de leurs proches qui tous témoignent de la difficulté à accompagner une décision sans retour possible.

Alors que les députés français débattent depuis lundi 27 mai du projet de loi qui promet d'ouvrir l'accès sous conditions à une « aide à mourir », ce documentaire jette un éclairage brut sur les questions éthiques que soulèvent ces « demandes de mort » qui conduisent certains malades à s'exiler. Un phénomène qui reste, malgré tout, marginal. En 2023, 101 Français ont été euthanasiés en Belgique et une quarantaine se sont rendus en Suisse pour mettre fin à leurs jours.

Antoine d'Abbundo

TF 1

11.00 Les Feux de l'amour; **11.50** Les douze coups de midi; **13.00** Journal; **13.50** Plus belle la vie, encore plus belle; **14.20** Les enfants maudits : un amour interdit. Téléfilm dramatique (2019) **10**; **15.55** Les enfants maudits : les secrets du manoir. Téléfilm dramatique (2019), de Jason Priestley **10**; **17.30** Secret Story, la quotidienne; **18.30** Ici tout commence; **19.10** Demain nous appartient; **20.00** Journal.

21.10 HPI. Série policière (Saison 4, 3/8) : « *Penicillium brevicaula* ». Avec Audrey Fleurot, Mehdi Nebbou. Morgane est appelée sur une nouvelle enquête. Antoine Broussin, auteur de romans policiers, est retrouvé mort dans une pièce secrète de son domicile. Marie Besnard, devient la suspecte numéro un; **22.10 HPI.** Série policière (Saison 3, 3/8) « *Décalage horaire* »
10 Avec Audrey Fleurot, Mehdi Nebbou; (Saison 4, 2/8) « *ISO 8601* ».

France 2

9.25 La maison des Maternelles; **9.50** La maison des Maternelles à votre service; **10.15** Campagne officielle pour les élections européennes; **10.45** Chacun son tour; **11.55** Tout le monde veut prendre sa place; **13.00** Journal 13h00; **13.35** Journal Météo climat; **13.45** Campagne officielle pour les élections européennes; **14.10** Tennis : Roland-Garros – Partie 2. En direct; **20.00** Journal.

20.30 L'événement. Magazine. «Spéciale élections européennes». Présenté par Caroline Roux. Invité : François Hollande (ancien président de la République). En direct. Le 9 juin prochain, les élections européennes appellent les résidents de l'Union à se prononcer dans les urnes; **20.50** Un si grand soleil. **23.15 Nous, les Européens.** Magazine. Au sommaire de chaque numéro, un focus sur le thème de la semaine dans un pays européen.

France 3

9.10 Dans votre région;
11.10 Outremer.le mag;
12.00 Le journal des solutions; **12.25** ICI 12/13;
13.10 Météo à la carte;
14.20 Le Renard; **16.30**
 Spot campagne élections
 européennes; **16.45** Duels
 en familles; **17.30** Slam;
18.10 Questions pour
 un champion; **19.00** ICI
 19/20 – Titres; **19.10** ICI
 19/20; **19.50** Tout le sport.
 En direct; **20.20** Tennis :
 Roland-Garros – Partie 3.
 2^e tour. En direct.



21.10 Cassandre. Série policière (Saison 4, 4/4) : « Pain bénit ». Avec Gwendoline Hamon, Alexandre Varga. Dans un monastère, une petite fille pousse un cri. Au fond d'un puits, on découvre un corps : celui du boulanger du village, tué d'un coup d'arme blanche;

22.40 Spot campagne élections européennes;

23.10 La France en vrai. Cette collection documentaire traite les grands sujets de société d'un point de vue local.

Arte

9.25 Toutankhamon, le trésor redécouvert; **11.00** Les grands fonds secrets de la mer Rouge; **11.40** Le thon, victime de son succès; **12.30** La Méditerranée révélée; **13.35** La vingt-cinquième heure. Drame (1967), d'Henri Verneuil; **15.45** Au large !; **17.15** Invitation au voyage; **18.55** En Italie, Yvan défend les ouvriers agricoles; **19.30** Le dessous des images; **19.45** Arte journal; **20.05** 28 minutes.

20.55 Amour fou. Série de suspense (Saison 1, 1 à 3/3)  Avec Clotilde Hesme, Jérémie Renier. Sujette à des angoisses malgré le couple heureux qu'elle forme avec Romain, une jeune médecin dévouée à ses patients dissimule un redoutable secret  **23.35 Notturmo.** Film documentaire. Le long des frontières de l'Irak, du Kurdistan, de la Syrie et du Liban, le quotidien difficile des habitants, meurtris par la guerre contre Daech.

France 5

9.10 Bing; **9.30** L'invité de C dans l'air; **9.40** C dans l'air; **11.00** Les trésors de la Riviera française; **12.00** Les merveilles de l'Océanie; **13.00** Les routes de l'impossible; **13.35** Le magazine de la santé; **14.40** Homosexuels et lesbiennes face au nazisme; **15.35** Génies de la nature; **16.30** Le verre dans tous ses éclats; **17.25** L'invité de C dans l'air; **17.40** C dans l'air; **18.55** C à vous; **20.00** C à vous la suite.

21.05 Naachtun, le royaume maya révélé. Documentaire. Durant plus de 2000 ans, les royaumes mayas ont prospéré avant de disparaître. Grâce à une nouvelle technologie, des cités, des réseaux de routes et des édifices sortent de l'oubli. C'est autour de la cité de Naachtun que des scientifiques concentrent leurs recherches afin de percer les secrets de cette civilisation; **22.40 C ce soir.** Talk-show. Présenté par Karim Rissouli et Camille Diaio.

M6

5.40 Incroyables transformations; **8.35** M6 Boutique; **9.50** Ça peut vous arriver; **11.35** Ça peut vous arriver chez vous; **12.45** Le 12.45; **13.15** Le 12.45 : le mag – 1^{re} partie; **13.30** Le 12.45 : le mag; **14.00** Un jour, un doc; **17.30** Le juste prix; **18.30** La meilleure boulangerie de France; **19.45** Le 19.45; **20.30** Scènes de ménages. Série humoristique. Avec Valérie Karsenti, Frédéric Boudry, Gérard Hernandez.

21.10 Die Hard 4 : Retour en enfer. ⑩ Film d'action (2007), de Len Wiseman, avec Bruce Willis (2h10). VM. John McClane découvre qu'un jeune hacker, qu'il devait appréhender, a involontairement collaboré à un complot visant la défense américaine; **23.30 Une Journée en enfer.** ⑩ Film d'action (1995), de John McTier-nan, avec Bruce Willis (2h10). VM. Un policier alcoolique et un commerçant noir s'associent pour arrêter un terroriste.

Et aussi...

Canal+ CRYPTÉ: 21.10
A Gentleman in Moscow. Série dramatique.
10 Avec Ewan McGregor, Mary Elizabeth Winstead.

France 4 21.10 Planète Rap. Divertissement.

LCP 20.35 S'en aller. Documentaire.

NRJ 12 21.10 Les secrets du paranormal. Magazine.

RTL 9 20.55 Waterworld.
10 Film de science-fiction (1995), de Kevin Reynolds, avec Kevin Costner, Jeanne Tripplehorn (2 h 15).

CS 21.20 La folie du camping-car. Documentaire.

KTO

19.30 Marie, l'Immaculée Conception; **19.55** A la Une; **20.05** Vêpres; **20.35** **Le deuil caché**; **21.30** Reportage; **21.40** Églises du monde; **22.10** A la Une; **22.20** Lumière intérieure; **23.15** Steffani, Zelenka : Stabat Mater, Miserere – Ildebrando Mura; **0.20** Chapelet à Lourdes.

bourse

Séance du mercredi 29 mai. Cours en clôture.

CAC 40

7 935,03 pts

Séance

-1,52% Sur un an +8,64%

Indices

Paris

SBF120

6 021,08

-1,50

SBF250

5 893,39

-1,49

Places étrangères

Dow Jones (New York)

38 496,13

-0,92

Nasdaq (New York)

18 786,04

-0,44

Nikkei (Tokyo)

38 556,87

-0,77

EuroStoxx 50

4 966,44

-1,27

FT 100(Londres)

8 183,07

-0,86

Monnaies

Change

Etats Unis EUR/USD

1,0857

-0,23

Gde-Bret.EUR/GBP

0,8513

+0,06

Suisse EUR/CHF

0,9907

-0,01

Japon EUR/JPY

170,7400

+0,12

Matières premières

Or

Piece Suisse 20F

413,70

Lingot 1 KG Env.

69 490,00

Piece Latine 20F

413,00

Piece 10 Dol USA

900,00

Souverain

535,00

Pétrole

431,00

Piece 20 Florins

431,00

Piece 20 Dollars

2 345,00

Piece 20F

413,70

Le baril à Londres

83,64 \$

Le baril à NY

79,34 \$

SBF 120

Dernier

% Var

% 31/12

Accor

39,76

-2,17

+14,91

Adp

124,7

-0,72

+6,40

Air France-klm

10,23

-3,54

+24,74

Air Liquide

179,16

-1,31

+1,73

Airbus

156,74

-1,09

+12,13

Ald

7,25

-0,14

+12,49

Alstom

18,83

+0,32

+54,60

Alten

119,7

-4,09

-11,07

Amundi

70,8

-1,26

+14,94

Aperam

25,94

-2,48

-21,11

Arcelormittal Sa

23,18

-3,17

-9,72

Argan

76,7

-1,79

-9,98

Arkema

92,55

-1,65

-10,15

Atos

1,96

-1,01

-72,20

Axa

33,04

-0,99

+12,04

Beneteau

13,32

-3,76

+6,73

Bic

66,9

-0,59

+6,44

Biomerieux

93,75

-0,42

-6,81

Bnp Paribas Act.a

66,93

-1,27

+6,93

Bolloré

6,085

-1,38

+7,60

Bouygues

38,51

-1,28

+1,47

Bureau Veritas

27,7

-1,00

+21,12

Capgemini

203,2

-1,69

+7,66

Carmila

17,04

-0,12

+9,37

Carrefour

15,11

-0,49

-8,78

Ceg

0,539

-

-

Coface

13,83

-1,71

+16,81

Covivio

47,46

-3,38

-2,51

Credit Agricole

14,74

-0,87

+14,69

Danone

58,52

-0,44

-0,27

Dassault Aviation

196,4

-0,96

+9,60

Dassault Systemes

38,04

-0,73

-14,00

Derichebourg

4,896

+0,20

-3,62

Edenred

43,25

-4,31

-20,11

Eiffage

100,75

-1,03

+3,44

Ellor Group

3,594

+0,84

+22,58

Elis

226,6

-0,87

+19,96

Engie

15,405

-0,45

-3,22

Eramet

102,6

+0,39

+43,50

Essilorluxottica

203,2

-1,65

+11,89

Eurazeo

78,55

-0,44

+9,32

Euroapi

3,462

-3,94

-39,58

Eurofins Scient.

55,38

-1,42

-6,10

Euronext

87,8

-0,17

+11,63

Eutelsat Commun.

4,524

+1,16

+6,45

Fdj

33,2

-0,36

+1,10

Forvia

147,8

-1,92

-27,62

Gecina

97,7

-1,11

-11,26

Getlink Se

16,01

-1,39

-3,35

Gti

132,5

-1,19

+10,51

Hermes Intl

27,9

-4,07

-14,07

Icade

27,56

-1,43

-22,45

Id Logistics Group

390

-1,14

+27,45

Imerys

34,96

-0,34

+22,75

Interparfums

48,1

-2,14

-4,56

Ipsen

120

+0,50

+11,21

Ipsos

65,05

-2,11

+14,63

Jedecaux

20,84

-0,57

+14,51

Kering

323,5

-2,31

-18,92

Kleppierre

25,62

-0,77

+3,81

L'oreal

440,3

-1,20

-2,30

Lectra

31,7

-2,61

+1,44

Legrand

101,65

-1,50

+8,02

Lvmh

724,2

-2,84

-1,28

Maurel Et Prom

6,64

-0,15

+9,03

Mercialys

11,35

-0,35

+14,13

Les promesses d'héritage des Jeux olympiques de Paris 2024 concernent aussi le monde carcéral, qui espère un meilleur accès au sport pour les détenus.

La pratique sportive en prison est très limitée, en raison de la vétusté des installations et de la surpopulation.

Des voix s'élèvent pour demander un désengorgement des prisons avant l'été, anticipant une hausse des incarcérations pendant la quinzaine olympique.

Les JO, un tremplin pour le sport en détention

— Dans l'établissement pénitentiaire de Paris-La Santé, un programme a été lancé pour initier les détenus aux disciplines olympiques.

— Mais l'opération souligne aussi, en creux, les carences du parc pénitentiaire en matière d'accès au sport, dont les biens pour l'équilibre et la réinsertion sont pourtant certains.

Entre les murs de la maison d'arrêt de Paris-La Santé, il faut passer les portes sécurisées du pôle d'insertion et de prévention de la récidive pour assister à une séance de sport pas comme les autres. Dans le gymnase rénové de la prison bâtie en 1867, une vingtaine de détenus s'applique à respecter les consignes de Fatia Benmessahel. Le temps d'une matinée, la boxeuse de 24 ans – médaillée sur la scène internationale – a mis entre parenthèses sa préparation pour les Jeux olympiques de Paris 2024. « Tac, c'est parti ! » Vêtue du survêtement de l'équipe de France, elle ne laisse pas le rythme retomber. « Dans la vie, ya rien sans rien les gars. Il faut se donner les moyens d'y arriver », motive celle qui découvre l'univers carcéral.

Le ring vient d'être monté : les combats peuvent débuter. Le groupe se précipite sur les gants disposés sur le sol du gymnase. Le plus malin est parvenu à récupérer ceux,

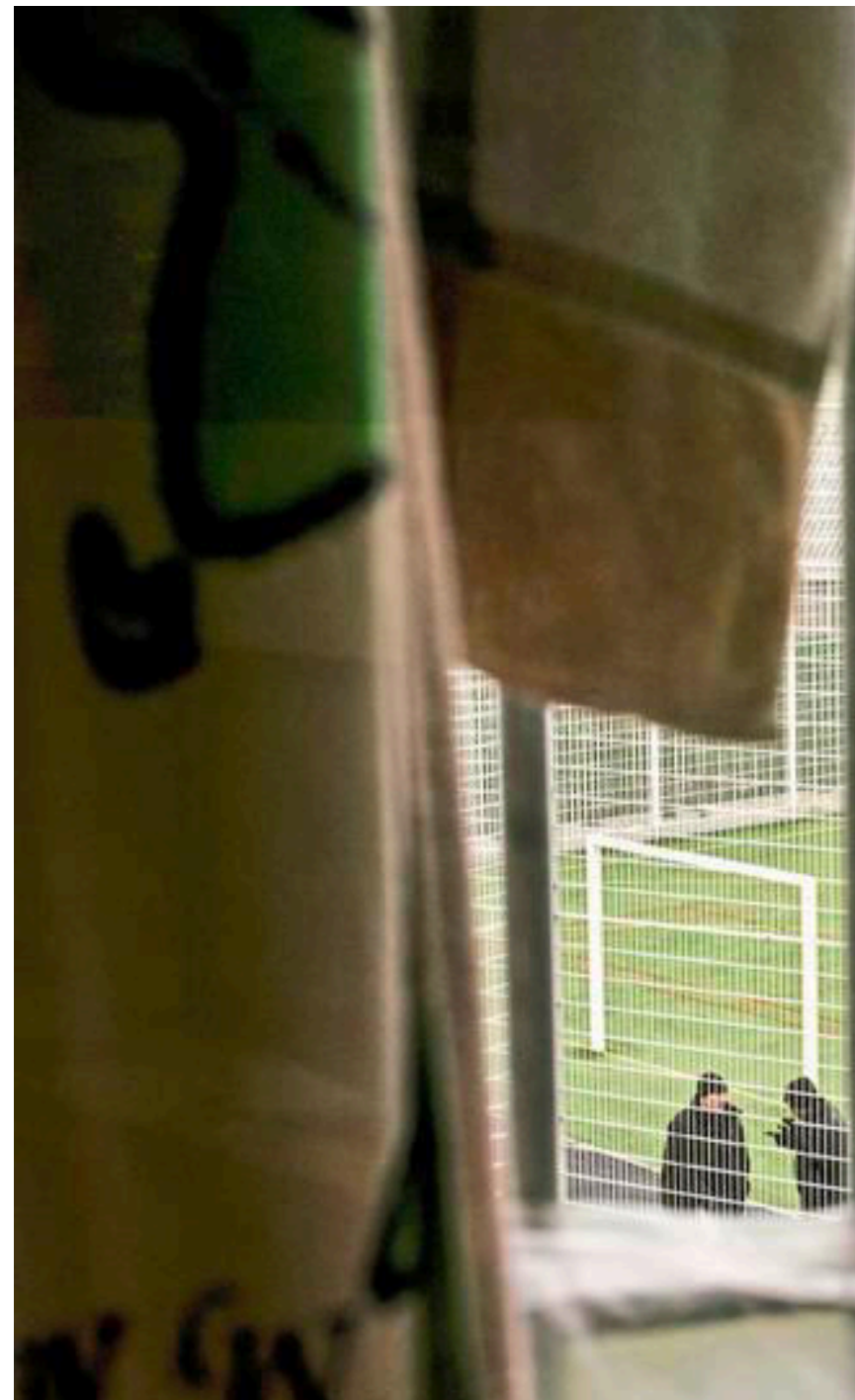
aux couleurs tricolores, prêtés par la championne. C'est Samir, qui fait figure d'ancien à 41 ans. Les gougailles fusent : « Qui va dormir dans le lit du bas ? », lance un spectateur à deux codétenus qui s'affrontent. Sur le ring, c'est aussi à celui qui honore le mieux son étage de détention. Mais l'important est ailleurs : « C'est surtout l'occasion de se défouler », confie Samir. Le sport, c'est un exutoire en prison. »

L'activité du jour s'inscrit dans un plan d'action de l'administration pénitentiaire. Depuis novembre 2023 et jusqu'au début des Jeux, un athlète olympique vient chaque mois, à La Santé, faire découvrir sa discipline. Fatia Benmessahel est la sixième à se plier à l'exercice. « Ce programme s'appuie sur les valeurs olympiques et paralympiques », explique Atena Lasbleiz, directrice des partenariats au Service pénitentiaire d'insertion et de probation de Paris. Le but est aussi de leur montrer qu'on peut y arriver malgré des échecs, à travers douze parcours d'athlètes desquels s'inspirer. La trajectoire de Fatia Benmessahel a de quoi forcer le respect : « J'ai grandi dans une famille qui ne voulait pas que les filles fassent de la boxe et j'ai étudié dans un des pires collèges de France dans le 93. J'ai forcé et j'y suis arrivée. » Cette matinée reprend un autre objectif de l'administration pénitentiaire : « Nous voulons créer un héritage des JO

« L'état actuel de suroccupation carcérale rend l'idée même d'aller à la salle de sport quasiment impensable. »

en prison », martèle Atena Lasbleiz. Mais si l'initiative permet à une poignée de détenus venus des différents étages de la maison d'arrêt de créer des liens, que restera-t-il de ce programme une fois l'effervescence des Jeux passée ?

Dans les prisons françaises, l'accès à la pratique sportive est devenu compliqué. « L'état actuel de suroccupation carcérale rend l'idée même d'aller à la salle de sport quasiment impensable », déplore Juliette Chapelle, présidente de l'Association pour la défense des droits des détenus (A3D). Avec 77 450 détenus, au 1^{er} avril 2024 – un record –, pour 61 570 places, « la surpopulation affecte l'accès aux activités qui est déjà très très limité », assure Johann Bihr, membre de l'Observatoire international des prisons (OIP). Un rapport de l'OIP, datant de 2022, complète l'état des lieux : « Le sport est l'activité la plus prise par les détenus. La majorité d'entre



eux ont accès aux installations sportives entre une à trois heures par semaine. Une offre insuffisante au regard des listes d'attente observées. »

À la prison de Paris-La Santé, sur les 1000 personnes détenues, 700 sont inscrites aux activités sportives proposées au gymnase. « Parmi tous les inscrits, nous ne pouvons en recevoir que 300 par semaine », détaille Younès, moniteur de sport – surveillant spé-

cialisé – affecté au gymnase. Chaque étage de la maison d'arrêt a son créneau, on essaye de faire des rotations sur deux semaines. » Le moniteur, en première ligne, constate les bienfaits de la pratique sportive : « C'est une bouffée d'oxygène pour eux, cela leur permet d'oublier les tracas de la détention. »

À défaut de pouvoir leur offrir une séance hebdomadaire, ●●●

repères

Une pratique sportive qui s'étend

Depuis 2004, l'administration pénitentiaire et une vingtaine de fédérations sportives (football, pétanque, athlétisme...) se sont unies pour permettre l'accès à une pratique sportive régulière en prison.

Le sport en prison est encadré par des moniteurs de sport appartenant à l'administration pénitentiaire. Le ministère de la justice en dénombre environ 400. Il s'agit de surveillants

ayant suivi une formation spécifique. La politique sportive de l'administration pénitentiaire est gérée par un référent national « sport ». Ses orientations sont relayées par des référents régionaux.

Un an avant les Jeux de Paris 2024, le Comité régional olympique et sportif du Grand Est organisait, en juin 2023, les « Jeux pénitentiaires ». 120 détenus venus de plusieurs prisons alsaciennes (Lutterbach, Elsau, Ensisheim, Oermingen) avaient ainsi été réunis au centre pénitentiaire de Mulhouse pour participer à cet événement sportif.

Dans le centre pénitentiaire d'Alençon-Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne. Philippe Brault/Vu



●●● Younès œuvre à sa manière sur la réinsertion des détenus : « Pour toute activité, on met en place un règlement qu'ils doivent apprendre à respecter. C'est pareil pour la loi quand ils sortent de prison. » Ainsi, le temps de détention doit désormais être utile et pas seulement punitif. Un coordinateur sportif de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris confirme ce changement d'intention : « Avant, le sport était occupationnel. Maintenant, on essaye d'y mettre du sens. »

Cette avancée n'est pas suffisante, selon l'A3D : « Cela reste une initiative prise localement. Il n'y a pas de pratiques unifiées entre les établissements. Cela va dépendre des budgets et du bon vouloir des directeurs de prison », déplore Juliette Chapelle. À La Santé, Younès estime « être bien loti » avec des enveloppes qui permettent de renouveler régulièrement le matériel comme les paniers de basket ou les machines de musculation. En treize ans passés dans la pénitenciaire, le surveillant a vu des progrès sur les moyens alloués à l'activité spor-

L'administration pénitentiaire a vu son budget quasiment inchangé et les rares augmentations ont servi à rénover et accroître le parc pénitentiaire.

tive. Mais la situation diffère à l'échelle nationale. Habitée des visites en prison, Juliette Chapelle insiste : « On a des retours de détenus qui nous disent que l'état du matériel est déplorable. »

Pourtant, les budgets du ministère de la justice ont considérablement augmenté ces dernières années. Entre 2017 et 2027, l'enveloppe budgétaire a bénéficié d'une hausse de 60 %, d'après la chancellerie. Mais l'administration pénitentiaire a vu son budget quasiment inchangé et les rares augmenta-

tions ont servi à rénover et accroître le parc pénitentiaire.

Si le contexte olympique permet d'introduire une dose de sport supplémentaire dans le quotidien des détenus, Younès s'interroge sur « l'effet JO » : « Est-ce que ça va durer ? J'ai peur que ça s'estompe avec le temps », craint-il. Restent aussi à bousculer les pratiques et les mentalités pour que le sport ne soit plus relégué en prison : « Trop souvent, les détenus doivent choisir entre l'activité sportive et les obligations telles que le parloir, regrette la présidente de l'A3D. C'est un choix qu'ils ne devraient pas avoir à faire. »

Alors que le cours de boxe avec Fatia Benmessahel s'est terminé plus tôt que prévu, Younès et ses collègues décident d'accorder un rab aux détenus avant qu'ils remontent en cellule. Une partie de football est improvisée. L'un des détenus n'a pas la chance d'y participer, un surveillant pénitentiaire vient le récupérer pour l'accompagner jusqu'au parloir. Dépit, il lâche juste avant de pousser la porte du gymnase : « Vous me gênez mon seul plaisir de la semaine. »

Hugo Forquès

Avant les Jeux, doit-on désengorger les prisons ?

Plusieurs bâtonniers franciliens demandent au ministère de la justice d'agir, anticipant une hausse des incarcérations pendant la quinzaine olympique alors que les prisons françaises sont déjà surpeuplées.

« Dans certaines prisons, les détenus s'entassent à quatre dans des cellules prévues pour deux personnes. » Dans une lettre ouverte, adressée au ministère de la justice début avril, plusieurs bâtonniers franciliens ont dénoncé le taux d'occupation des prisons en France, à quelques semaines des Jeux olympiques de Paris 2024. Ibrahima Boye, avocat dans l'Essonne, tire la sonnette d'alarme : « Les prisons sont pleines, il faut agir vite. Les JO arrivent et on nous promet un été avec plus de délinquance que sur un été normal. Cela veut dire qu'il y aura besoin de plus de places en prison alors que les cellules sont déjà surchargées », détaille le bâtonnier du département qui abrite la prison de Fleury-Mérogis, la plus grande d'Europe.

Le rapport annuel du Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL), publié le 15 mai dernier, le confirme : avec 77 450 détenus pour 61 570 places, la surpopulation carcérale s'est encore aggravée en 2023. Le taux d'occupation moyen des maisons d'arrêt dépasse ainsi 150 %, avec des pics à 250 %. « On a vu des cellules collectives de quatre lits occupés par sept personnes dans lesquelles l'espace disponible atteint 1,07 m² par personne », décrit le rapport.

« Pendant toute la période olympique, 15 à 16 millions de visiteurs sont attendus dans la capitale. Cela entraînera de fait plus d'interpellations, de faits de délinquance et donc d'incarcérations », rappelle M^e Fabien Arakelian, vice-président du barreau des Hauts-de-Seine et signataire de l'appel. « Je n'envisage même pas l'état de nos centres de détention, de nos maisons d'arrêt avec des incarcérations qui vont se multiplier ». « Mécaniquement, quand le garde des sceaux dit qu'il faut mettre en place une politique pénale déterminée avec des réponses rapides, en termes juridiques, ça signifie des audiences de comparution immédiate qui vont se multiplier et dans les audiences de comparution immédiate, le risque d'incarcération est très important », précise ce dernier.

Pourtant, la quinzaine olympique, si elle attire un flux massif de visiteurs et donc augmente

le risque de délinquance, ne dure qu'une courte période. Suffisant pour inquiéter la profession ? « On se sert d'un prétexte, en l'occurrence les JO, pour alerter sur la situation carcérale française. C'est bien, mais dans les faits, le laps de temps qu'occupent les Jeux ne sera pas suffisamment long pour enclencher une arrivée massive de nouveaux détenus », pronostique, circonspect, un avocat du barreau de Paris. « On ne surfe pas sur l'effet JO pour alerter. Ces dernières années, nous avons multiplié les appels en ce sens, rétorque M^e Arakelian. Nous assumons le fait d'évoquer à nouveau cela, avec l'arrivée d'un tel événement qui, forcément, va contribuer à amplifier le phénomène. »

Avec 77 450 détenus pour 61 570 places, la surpopulation carcérale s'est encore aggravée en 2023.

Pour pallier cette surcharge redoutée, les avocats d'Île-de-France en appellent désormais à la jurisprudence Covid. Au plus fort de la crise sanitaire, une réduction supplémentaire de la peine d'un quantum maximum de deux mois, liée aux circonstances exceptionnelles, avait pu être accordée par le juge d'application des peines. Furent exclus du dispositif les personnes condamnées et écrouées pour des crimes, des faits de terrorisme ou toute personne ayant eu un comportement de mise en danger des autres détenus ou du personnel pénitentiaire. Ces mesures prises avaient permis une décrue historique du nombre de détenus en France. Du 15 mars au 6 mai 2020, les prisons avaient perdu 12 793 personnes, le taux d'occupation descendant à 98 % (59 782 détenus pour 61 109 places) contre 119 % au début de la crise sanitaire, selon les chiffres de l'Observatoire international des prisons (OIP).

« Notre propos n'est pas de dire qu'il faut faire de la place, mais d'alerter sur l'état de nos prisons. La détention provisoire n'est pas l'alpha et l'oméga de la justice, assure M^e Arakelian. Je ne suis pas en train de vous dire qu'il faut vider les prisons de dangereux délinquants. Il faut juste prévoir d'autres paradigmes. »

Benjamin Bousquet

Une sélection LA CROIX

DU 1^{ER} AU 4 DÉCEMBRE 2024

Croisière de l'Avent En chemin vers Noël sur le Rhin

Ce pèlerinage vous offre l'opportunité de découvrir les plus beaux édifices religieux d'Alsace et de Forêt Noire ainsi que les marchés de Noël de la vallée du Rhin. Ils témoignent du fort attachement de cette région à la préparation et à la célébration de la Nativité. Partez sur le chemin spirituel qu'ouvre un tel itinéraire. Noël est chemin de liberté intérieure. En route ensemble vers Noël !

Avec vous à bord du bateau MS L'EUROPE



Père Sébastien Antoni

Assomptionniste, journaliste à Prions en Église, animateur spirituel de la croisière. Pour nous préparer à la Nativité, il vous fera découvrir les textes de la Parole de Dieu qui conduisent à la contemplation de l'Enfant-Dieu.



Père Venceslas Deblock

Prêtre du diocèse de Cambrai, historien de l'art, rédacteur à Bayard. Il vous proposera une lecture d'œuvres d'art en résonance avec les passages bibliques qui seront médités.

À partir de 990€
par personne

Départ et retour Strasbourg



Entièrement réaménagé, le MS L'Europe est un bateau à dimension humaine, qui peut accueillir 180 passagers.

LES POINTS FORTS DE LA CROISIÈRE

- Fribourg et son célèbre « Münster », une des plus belles cathédrales d'Allemagne
- Le retable d'Issenheim au musée Unterlinden de Vieux-Brisach
- Colmar et la célèbre Vierge au buisson de roses de l'église des dominicains
- La magnificence de la cathédrale de Strasbourg
- Des célébrations quotidiennes et une animation sur le thème de l'Avent.

Organisation **CroisiEurope**
Les croisières, c'est notre métier

Information et inscription ☎ 01 44 32 06 65

✉ lacroix@croisieurope.com 🌐 croisieurope.eu/lacroix

La Fileuse de verre
de Tracy Chevalier
Traduit de l'anglais
par Anouk Neuhoﬀ
La Table Ronde, 448 p., 24,80 €

Quel plus bel écrin pour une héroïne de papier que la Venise de la fin du XV^e siècle ? La somptueuse Cité des doges et ses îles satellites se trouvent à l'apogée de leur puissance commerciale. Poussée par sa mère à passer la porte de l'atelier des Barovier, maîtres verriers réputés, la jeune Orsola doit tout observer. Ils règnent sur l'île de Murano, où ont été rassemblés les membres de la profession pour protéger Venise des incendies causés par leur activité. Aussi, tous ont interdiction de rejoindre la *terraferma* afin d'empêcher l'exportation de leur savoir-faire.

Respecté, Lorenzo Rosso, le père d'Orsola, n'atteint pas l'excellence des Barovier chez qui une femme, Maria, travaille le verre à côté des hommes. C'est elle qui crée la perle *rosetta*, avec ses motifs colorés en forme d'étoile enserrés dans un cercle, dont Orsola entrevoit les premiers modèles. Lorsque Lorenzo, le maestro des Rosso, meurt accidentellement dans son atelier, tout l'équilibre familial s'en trouve ébranlé. Marco, le fils aîné impulsif, n'a pas encore la virtuosité de son père. Pour s'épargner ses sarcasmes, Orsola fabrique en cachette des perles, comme le lui conseille Maria Barovier.

Coutumière de romans historiques de grande ampleur avec un sens aigu des infimes soubresauts des âmes, Tracy Chevalier s'essaie avec audace à un exercice singulier à par-

En autrice omnipotente, elle se fait maîtresse du temps pour déplacer à sa guise ses personnages sur la ligne droite des siècles.

À travers les siècles, le chemin d'une maestria

Tracy Chevalier revient avec un roman ambitieux et audacieux qui place en son cœur une fabricante de perles en verre de Murano, à Venise.



L'île de San Cristoforo, par Francesco Guardi (1712-1793). L'île est située près de Murano, à Venise.
Alfredo Dagli Orti/Photo12

tir d'un postulat énoncé dès la première ligne de *La Fileuse de verre* : « La Cité des eaux possède sa propre horloge. » En autrice omnipotente, elle se fait maîtresse du temps pour déplacer à sa guise ses personnages sur la ligne droite des décennies et des siècles. Orsola et son entourage, eux, ne gagnent que quelques années à chaque saut – à condition de ne pas partir pour la *terraferma*.

Derrière le portrait d'Orsola, Tracy Chevalier brosse avec une vibrante attention aux détails un métier et son devenir, ainsi que la trajectoire de la Cité des doges.

En un élégant ricochet *alla veneziana* (« à la vénitienne »), Tracy Chevalier passe d'abord de 1494 à 1574 où la peste prend la Sérénissime dans son étau avant d'accabler Murano, avec son cortège de bubons purulents, de malades convoyés sur l'île Lazzaretto Vecchio, de confinements derrière les portes clouées des maisons et de décès à une vaste échelle. L'écrivaine enjambe avec aisance les événements, de la Renaissance jusqu'à aujourd'hui, avec l'occupation autrichienne, la Première Guerre mondiale, l'essor du tourisme, la pandémie et les inondations liées au réchauffement climatique.

À travers tous ces siècles, c'est une seule existence que vit Orsola, au centre de tous ces tableaux documentés et vivants. Elle aime, met une enfant au monde, perd les siens, gagne en affirmation et en force. Si ce double rapport au temps, individuel et collectif, demande au lecteur de suspendre sa rationalité, l'immersion s'en trouve enrichie et démultipliée. Derrière le portrait de la Muranaise, Tracy Chevalier brosse avec une vibrante attention aux détails un métier et son devenir, ainsi que la trajectoire de la Cité des doges, qui se vide de sa population au fil de la massification du tourisme. Derrière les constats quelque peu amers sur notre époque surgit pourtant une fin d'une beauté déchirante.

Corinne Renou-Nativel

littérature

Une gitane en fuite se réfugie auprès d'un vieil horloger qui campe dans la montagne. Leur avenir semble suspendu.

Des destins immobiles pris au jeu du Mikado

Les Règles du Mikado

de Erri de Luca, traduit de l'italien par Danièle Valin
Gallimard, 160 p., 18 €

« Une règle du Mikado dit d'agir sans rien faire bouger. » Il semble anodin, ce vieil horloger qui plante régulièrement sa tente pour plusieurs jours dans la montagne et joue seul au Mikado. Pourtant, la partie n'est pas gagnée, et on n'en dira pas plus, pour laisser au nouveau roman d'Erri de Luca toute sa tension. Un livre court, à son habitude, fait de phrases brèves d'une sobre densité et traduit par Danièle Valin, comme tous les autres.

Un vieil homme donc, dans la montagne, terrain de jeu favori de l'écrivain italien. Il est seul, même s'il s'installe sur le chemin des migrants qui passent la frontière entre la Slovénie et l'Italie. Quand surgit au cœur d'une nuit d'hiver une jeune tzigane, adolescente en fuite : elle refuse d'être mariée de force et n'a plus qu'à s'enfuir pour éviter la mort promise par le clan. Elle s'abrite sous la tente, ils s'approprient, tout en restant anonymes pour le lecteur. « Qui est-ce que tu quittes quand tu viens en montagne ? », interroge-t-elle, tandis qu'ils parviennent à échapper à d'inquiétants agresseurs.

L'homme se livre à découvert, lui qui séjourne en montagne pour rien, en apparence, si ce n'est se sentir en vie, peut-être : « Être vieux, c'est comme bivouaquer tout en haut du bois, là où les arbres sont moins denses et où il y a plus de lumière. »

À l'abri du monde, le fil de l'histoire se déroule au gré des conversations, comme un moment suspendu : « Il existe une lutte ancienne entre la poussière et les montres, à qui mesurera le mieux le temps. » La perception que nous pouvons avoir du temps est indéfinie : « Les montres sont des instruments de mesure, mais le temps c'est autre chose. Il va aussi bien au ralenti qu'à toute vitesse. »

Il faudra bien redescendre de la montagne... De quoi l'avenir sera-t-il fait ? Elle lit les lignes de la main de l'horloger qui sont autant de cicatrices, blessures d'enfance, amours impossibles. Lui s'en remet toujours au Mikado : « Certains voient la vie comme un fleuve, certains comme un désert, d'autres comme une partie d'échecs avec la mort. Moi, je la vois sous la forme d'un jeu de Mikado en solitaire. À l'origine, la chute des quarante et un bâtonnets servait à interroger le destin. » N'ont-ils pas partie liée maintenant ? « J'étais sauvage, agressive, en fuite. Je voulais savoir qui était l'homme qui m'aidait et pourquoi », insiste-t-elle, tandis qu'il reconnaît simplement « être un engrenage dans la machine du monde. »

Certains voient la vie comme un fleuve, certains comme un désert, d'autres comme une partie d'échecs avec la mort.

Cette histoire singulière pourrait bien être l'héritière d'un temps plus vaste, d'un XX^e siècle traversé de doutes et d'horreurs, de mensonges et de rédemption. Autant de thèmes chers à Erri de Luca qui, par ces fables existentielles, explore notre fragile humanité. « Quand tu auras appris, écris-moi, rétorque le vieil homme à la gitane analphabète. Certaines choses ne peuvent se dire que dans une lettre. Elles ont besoin d'éloignement ». De fait, cette correspondance constitue la seconde partie du roman, qui révèle le rôle que chacun a pu jouer, pris au piège d'un jeu subtil, celui du « Mikado secret qui agit sans mouvements apparents. (...) Lorsqu'un joueur se trompe, il passe la main. »

Christophe Henning

L'écrivain et essayiste Jean-Pierre Martin revient sur son passé quand il fut emprisonné pour son activisme politique.



Jack Guez / AFP

Du rêve de Grand Soir au cauchemar du mitard

N'oublie rien

de Jean-Pierre Martin
Éditions de l'Olivier, 192 p., 18,50 €

En 1970, après deux années émaillées de gardes à vue à Saint-Nazaire, Jean-Pierre Martin est embastillé. Fiché comme activiste de la Gauche prolétarienne, irrégulier clandestin en cavale, il est traqué par les RG et la DST. Étudiant en philosophie, « établi » en usine pour partager la condition ouvrière et préparer la révolution, il godille d'une planque à l'autre. Et la nuit, bombe sur les murs : « Patrons c'est la guerre. » Il rêve de soulèvements populaires et se retrouve au gnouf, à 22 ans.

Menacé de la baignoire et de la gégène par un commissaire, ancien d'Algérie, il finit au mitard, régime carcéral réservé aux fortes têtes. Bouclé à l'isolement dans une cellule sans lumière – à peine la clarté du jour –, cohabitant avec les rats et les cafards, il a tout loisir, si l'on peut dire, de faire le bilan, ne fût-ce que pour briser sa camisole de solitude. Du dehors lui parviennent des échos

de la vie, les cloches de l'église, les sirènes des usines, les cornes de brume des bateaux, le cri des enfants de l'école voisine.

« On est prisonnier d'une durée recluse et fractionnée. On rêve éveillé, on pensote, on rêve, on rumine malgré soi, on s'abrutit de fantasmes. »

« On ne dort pas vraiment. On tue le temps. On fait le mort. On est prisonnier d'une durée recluse et fractionnée. On rêve éveillé, on pensote, on rêve, on rumine malgré soi, on s'abrutit de fantasmes », note Jean-Pierre Martin. La seule échappée sera le transport au tribunal. Mais le spectacle de la rue entrevu depuis le panier à salade est désastreux pour le moral. Couru d'avance, son procès est expédié,

sous les yeux accablés de ses parents modestes, modèle de droiture, accrochés à l'ascenseur social. La sanction est aggravée par sa diatribe politique, face à des juges assez peu sensibles à son lyrisme exalté. Peu à peu, Jean-Pierre Martin se prend de compassion pour les matons, « des vies étranges, des vies de clés et de serrures ». Il consent à passer son diplôme universitaire qui lui assurera une réduction de peine. « Le Grand Dehors te prend dans ses bras », écrit-il, quand il est libéré au terme de 61 jours de cachot.

Cette chronique d'un passage en prison, réflexion sur la réclusion et carnet de bord d'une rude traversée en solitaire sans horizon, acide sur la révolte, empathique pour les autres détenus, tranche par une forme d'élégance dans le style.

Un demi-siècle plus tard, auteur d'une vingtaine de romans et essais, Jean-Pierre Martin ne lâche rien sur le fond de l'affaire : sa rage contre l'injustice sociale et la persistance des inégalités, entretenues par un capitalisme agressif.

Jean-Claude Raspiengeas



histoire

L'historien Olivier Wieviorka et le graphiste Cyriac Allard livrent l'ouvrage de référence sur le 6 juin 1944. Pédagogique et concis, il explique et incarne le D-Day en éclairant les enjeux de la Libération.

Le précis illustré du Débarquement



Le commandant Eisenhower auprès des forces aéroportées, le 5 juin 1944. US National Archives

Le Débarquement. Son histoire par l'infographie d'Olivier Wieviorka et Cyriac Allard
Seuil, 224 p., 31 €

Comment donner à comprendre autant qu'à voir le Débarquement ? Avec un récit historique fort et dense et un traitement visuel pédagogique et sobre. Parmi une déferlante d'ouvrages de qualité consacrés au 6 juin 1944, le livre d'Olivier Wieviorka et Cyriac Allard se détache. Le premier, historien de référence de la Seconde Guerre mondiale retrace les enjeux du D-Day dans toutes leurs dimensions. Le second, illustrateur et graphiste, permet de les visualiser d'un coup d'œil. Trois couleurs, le rouge et le bleu du drapeau américain, ainsi que les gris des photos de l'époque, servent le propos d'Olivier Wieviorka. Sa monumentale *Histoire totale de la Seconde guerre mondiale* (1), s'adressait aux passionnés. Cette année, son plan de coupe sur l'évé-

nement décisif du XX^e siècle concerne un public plus large et plus jeune.

Voilà un livre qui devrait figurer dans les bibliothèques de tous les établissements scolaires de France. Tout concourt à rendre lisible ce précis du *Débarquement par l'infographie* : son recours à l'image (photographies, cartes, dessins...), l'animation de ses pages par des citations

La mise en lumière des enjeux logistiques offre le point de vue le plus étonnant.

bien choisies, les portraits incarnés des grands protagonistes du conflit. La mise en lumière des enjeux logistiques offre le point de vue le plus utile et le plus étonnant. Le tonnage des camions et des trains requis pour acheminer hommes et matériels, la mise en perspective par

l'iconographie des forces souhaitées par les états-majors et obtenues réellement lors du combat se confrontent de façon saisissante.

Les zones d'ombre de la campagne de Normandie, viols, meurtres, pillages, sont chiffrées, comme les troubles psychiatriques ayant frappé les combattants, ou le nombre de victimes civiles des localités bombardées, dont quatre ont été quasiment détruites, Le Havre (à 82 %), Caen (73 %), Saint-Lô (77 %) et Argentan (91 %). Le Débarquement, traité par des centaines de films, romans, essais, témoignages, se prête aux fantasmes et aux simplifications, tant l'héroïsme, l'horreur, l'ignominie et l'abnégation régnaient en maîtres lors de l'opération Overlord. C'est la vertu de l'historien de remettre dans ce livre les mythes à distance pour cadrer les faits au plus près et au plus frappant.

Nathalie Lacube

(1) Perrin/Ministère des armées, 1072 p., 29 €.

Annick Cojean, grand reporter au *Monde*, publie les témoignages de 18 vétérans.

Le D-day par ceux qui l'ont fait

Nous y étions
d'Annick Cojean
Grasset, 176 p., 18,50 €

Comment les vétérans du débarquement de Normandie ont-ils traversé le 6 juin 1944, cette journée dont ils savaient, d'emblée, qu'elle figurerait dans les manuels d'histoire ? Telle est la question posée par Annick Cojean, grand reporter au *Monde*. Publiés en 2014, ces témoignages reparaissent sous forme de recueil.

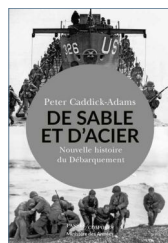
On y retrouve les récits (1) de combattants américains, anglais, canadiens mais, aussi, allemands. À ces verbatim s'ajoutent celui, plus inattendu, de l'aumônier charismatique du commando Kieffer ; celui d'un jeune correspondant de guerre sautant à l'eau avec les GI tout en tenant sa machine à écrire sur la tête ; celui, aussi, de la secrétaire allemande annonçant l'invasion alliée – en morse – à la hiérarchie du Reich.

Même des décennies après, les vétérans ont gardé une mémoire vive de ces heures fatidiques.

Le foisonnement de détails surprend ; même des décennies après, les vétérans ont gardé une mémoire vive de ces heures fatidiques. L'extrême violence de ce 6 juin nous saisit, elle aussi. Ce ne fut pas seulement une journée triomphale mais bien, pour la plupart de ceux qui l'ont vécue, une épreuve. Au point qu'on se demande, en refermant ces pages, comment on se relève d'un jour comme celui-là... Enfin, ces lignes donnent à voir comment l'histoire s'incarne à hauteur d'hommes (et de femmes). À de rares exceptions près, chacun de ces témoignages bouleverse. Ce sont des histoires minuscules et universelles à la fois, qui disent tout à la fois la bravoure insensée, la peur panique, l'espoir fou. Ici, on scanne les replis de l'âme.

Marie Boëtton

(1) Les vétérans interviewés ici sont tous décédés.



De Sable et d'Acier. Nouvelle histoire du Débarquement de Peter Caddick-Adams
Passés Composés/Ministère des armées, 876 p., 32 €

« J'ai fini par comprendre que le jour J n'était que la pointe d'un colossal iceberg », écrit l'historien Peter Caddick-Adams, un ancien officier de l'armée britannique. Son livre-somme reflète cette conviction. Construit en deux parties, il consacre une vingtaine de chapitres à la « préparation », avant de détailler l'« invasion ». Des entraînements qui ont duré un an et ont fait plus de morts que le jour J lui-même, insiste l'historien qui s'est entretenu avec plus d'un millier de vétérans. Et offre un récit d'où s'élèvent les voix de tous, soldats de toutes nationalités, résistants de l'intérieur et civils pris au piège.

et aussi

Nous, les hommes du commando Kieffer de Stéphane Simonnet
Taillandier, coll. « Texto », 320 p., 10,50 €

L'Amérique en guerre. 1933-1946 de Christophe Prime
Perrin, 624 p., 27 €

Mon journal du Débarquement de Marie-Thérèse Leboucher
Michalon, 224 p., 22 €

Eisenhower. Le Chef de guerre devenu président de Hélène Harter
Tallandier/Ministère des armées, 510 p., 25,90 €

Le D-Day de Churchill. Dans les coulisses du Débarquement de Richard Dannatt et Allen Packwood
Tallandier/Ministère des armées, 432 p., 23,90 €

Le Débarquement. Vérités et légendes de Nicolas Aubin
Perrin, 304 p., 13 €

Philippe Kieffer. Chef des commandos de la France libre de Benjamin Massieu
Perrin, coll. « Tempus », 448 p., 10 €

La Part d'ombre de la Libération de Philippe Baron
AR Collection, 94 p., 15 €

spiritualité et religion

FABRICE
HADJADJ
ÉCOLOGIE
TRAGIQUE



Écologie
tragique
de Fabrice
Hadjadj
Mame,
184 p., 17,95 €

Original tout
en restant
au cœur
du sujet
écologique :

Fabrice Hadjadj réussit ce tour de force grâce à son érudition qui puise dans la philosophie tant antique que moderne, comme dans la littérature ou la botanique et autres sciences naturelles. L'adjectif tragique du titre, qui peut rebuter, est expliqué. Il ne s'agit pas d'une tristesse mais de l'évidence d'un combat (agonie en grec) et d'une responsabilité et, au final, du rappel que, face à la question écologique, il n'y aura pas de victoire, seulement une manière plus lucide d'envisager le monde. Car « l'agonique ne se résorbe jamais complètement dans l'harmonique ».

Arnaud Alibert

meilleures
ventes

Littérature
Réseau La Procure
laprocare.com

1. Le Barman du Ritz

Philippe Collin
Albin Michel

2. Bernanos sans concessions

Mgr Patrick Chauvet, Fayard

3. La Traversée des temps.

La lumière du bonheur
(tome 4)

Éric-Emmanuel Schmitt
Albin Michel

4. Le Nom sur le mur

Hervé Le Tellier
Gallimard

5. L'Or des rivières

Françoise Chandernagor
Gallimard

6. Baumgartner

Paul Auster
Actes Sud

7. Cézembre

Hélène Gestern
Grasset

8. Les Règles du Mikado

Erri de Luca
Gallimard

9. Terrasses ou notre long
baiser si longtemps retardé

Laurent Gaudé
Actes Sud

10. Le Mystère de la foi.

Entretiens avec Eskil Skjeldal
Jon Fosse
Artège

Philippe Charru et Christoph Theobald associent leur sensibilité pour analyser ce qui relie le génie de Bach à la pensée de Luther, dont le compositeur était tout imprégné.

Bach au miroir de Luther



Martin Luther avec sa famille, Gustav Spangenberg, 1875. Bridgeman Images

La Messe en si mineur
de Johann Sebastian Bach,
un « culte en esprit et en vérité »

de Philippe Charru
et Christoph Theobald (1)
Vrin, 198 p., 24 €

« J'aimerais sans nul doute, de tout mon cœur, louer et recommander à tous ce don divin et très éminent qu'est la musique, mais je me sens tellement écrasé par l'abondance et par l'importance de ses vertus et de ses qualités que je n'arrive à trouver à mes propos ni un début, ni une fin, ni le tour qui convient, et je m'efforcerai d'être un apologiste sobre et non affecté dans tant de louange. » Ainsi Martin Luther s'adressait-il en 1538 « à ceux qui aiment la musique ».

Ce seront de semblables mots d'admiration et d'émotion qui naissent sous la plume de quiconque aura lu cet ouvrage. Une relation de transativité s'établit entre cette analyse lumineuse – certes savante mais toujours accessible grâce à de riches références et défi-

nitions précises – et son objet même. Cet objet n'est autre que *La Messe en si* de Jean-Sébastien Bach, chef-d'œuvre de l'histoire culturelle et de la création en général. Les auteurs voyagent de la musique de Bach à la pensée de Luther et... si l'on veut continuer, jusqu'à la « Gloire de Dieu », invoquée en exergue de son manuscrit par le cantor de Leipzig.

Une relation de
transitivité s'établit
entre cette analyse
lumineuse et
son objet même,
« La Messe en si »
de Bach.

Une totale unité affermit en effet le parcours en trois temps de l'ouvrage. Le premier suit l'élaboration graduelle du schéma liturgique et textuel de la messe jusqu'à son assomption dans la Messe allemande et l'ordonnance du service

divin proposé, en 1525, par Luther. Le deuxième détaille la composition progressive (1724 pour le *Sanctus*, 1733 pour le corps de la Messe proprement dite, 1749 et son achèvement avec l'*Agnus Dei*) mais parfaitement cohérente qu'en réalise Bach, aussi génial musicien qu'exégète inspiré des Écritures.

Enfin, voici les figures proprement musicales que le musicien propose en « interprétation » de sa foi : structuration en forme de croix, ruptures stylistiques et harmoniques, symbolique des relations entre timbres des voix et instruments et tonalités... Ainsi avec exigence et limpidité nous est donnée à ressentir – sinon à croire – la place centrale que Jésus et la croix occupent dans la foi que partagent Bach et Luther, cet « admirable échange » entre grandeur et humilité, divinité et humanité.

Emmanuelle Giuliani

(1) À lire aussi, des mêmes auteurs chez le même éditeur : Johann Sebastian Bach, interprète des Évangiles de la Passion : Approches stylistiques des Passions selon saint Jean et selon saint Matthieu.

Éric de Moulins-Beaufort et Bertrand Périer explorent l'enjeu de prendre la parole.

Parler
de la parole

Sur parole ! L'évêque et l'avocat
d'Éric de Moulins-Beaufort
et Bertrand Périer
Avec Christophe Henning
Salvator, 2024, 18,50 €

Faire dialoguer le président de la Conférence des évêques de France et un grand avocat autour de la question de la parole, c'est l'idée originale que les éditions Salvator ont confié à Christophe Henning, journaliste à *La Croix*. L'échange entre Éric de Moulins-Beaufort, « témoin de la Parole », et Bertrand Périer, fine fleur de l'art oratoire, est une vraie réussite. Alors que la parole « n'a jamais été autant menacée », tant prolifèrent les fausses informations et les flux étourdissants, tous deux se demandent comment lui redonner son sens, sa portée. Car loin du « babil », ce « fond sonore de nos sociétés qui ne supportent pas le silence », comme dit l'avocat, la parole devrait toujours impliquer un échange, une relation, desquels naît une communauté humaine où l'on s'écoute, se comprend.

Le lecteur catholique
sera friand
du témoignage du
président de la CEF.

Le grand public appréciera cette conversation complice entre deux hommes très curieux de leurs univers respectifs, et le lecteur catholique sera lui friand du témoignage du président de la CEF. Ce dernier se confie sur le défi de parler au nom des évêques, ou sur ses difficultés à s'exprimer dans les médias sur la question des abus dans l'Église. Le témoignage se fait également plus intime, lorsqu'il livre son émotion à chaque messe, au moment de prononcer la troisième prière eucharistique : « Et maintenant, Seigneur, nous te supplions par le sacrifice qui nous réconcilie avec toi. » Une de ces paroles qui, comme le dit joliment Bertrand Périer, « vont bien au-delà des mots ».

Théo Moy

l'Europe en toutes lettres (4/4)

Natif de la ville carrefour de Trieste, l'écrivain italien Paolo Rumiz arpente le Vieux Continent afin d'en nourrir un récit, indispensable pour son identité et son avenir.

Des récits mythiques pour l'Europe

Enfant, Paolo Rumiz s'endormait avec la douceur des berceuses en allemand murmurées par sa grand-mère maternelle, Alida. Un reste bien vivace du passé austro-hongrois de Trieste, le fief familial. Nous sommes alors dans les années 1950 et de multiples héritages du défunt empire subsistent encore dans la cité des rives de l'Adriatique, aujourd'hui italienne, alors que ses habitants changent une nouvelle fois d'adresse. Signé par les belligérants de la Seconde Guerre mondiale, le traité de Paris vient de couper la ville en deux zones qui, bien vite, passeront l'une sous l'autorité de la Yougoslavie, l'autre de Rome.

Le petit Paolo, né en 1947 – la nuit même du traçage de la ligne de démarcation, se plaît-il à rappeler –, n'a pas dix ans. Autour de lui, on parle italien, slovène, allemand, les frontières se déplacent et les êtres les enjambent. « *Cela a créé en moi le désir de voyager et de connaître l'autre* », explique-t-il. Un désir jamais satisfait qui, au gré de ses reportages pour le quotidien *La Repubblica*, le conduira des lambeaux de l'ex-Yougoslavie au chaudron de l'Afghanistan. Aussi, son enracinement dans les confins le placera en prise directe avec la condition de ceux qui les traversent : hier, des prisonniers du bloc de l'Est, aujourd'hui, les candidats à l'asile en Europe venus du Moyen-Orient, nombreux à Trieste, une étape sur la « route des Balkans ».

« *Usés* », ces derniers lui rappellent son grand-père paternel qui, « *à l'âge de huit ans, avait tellement faim qu'il était parti tout seul en Amérique, confié à des passagers rémunérés d'un bateau dans le port du Havre* ». « *Imaginez le cœur de ce petit enfant seul dans l'océan* », enjoint Paolo Rumiz avec un accent italien dans un français qu'il parle fort bien – comme l'anglais et l'allemand, à quoi il faut ajouter de bonnes bases de grec.

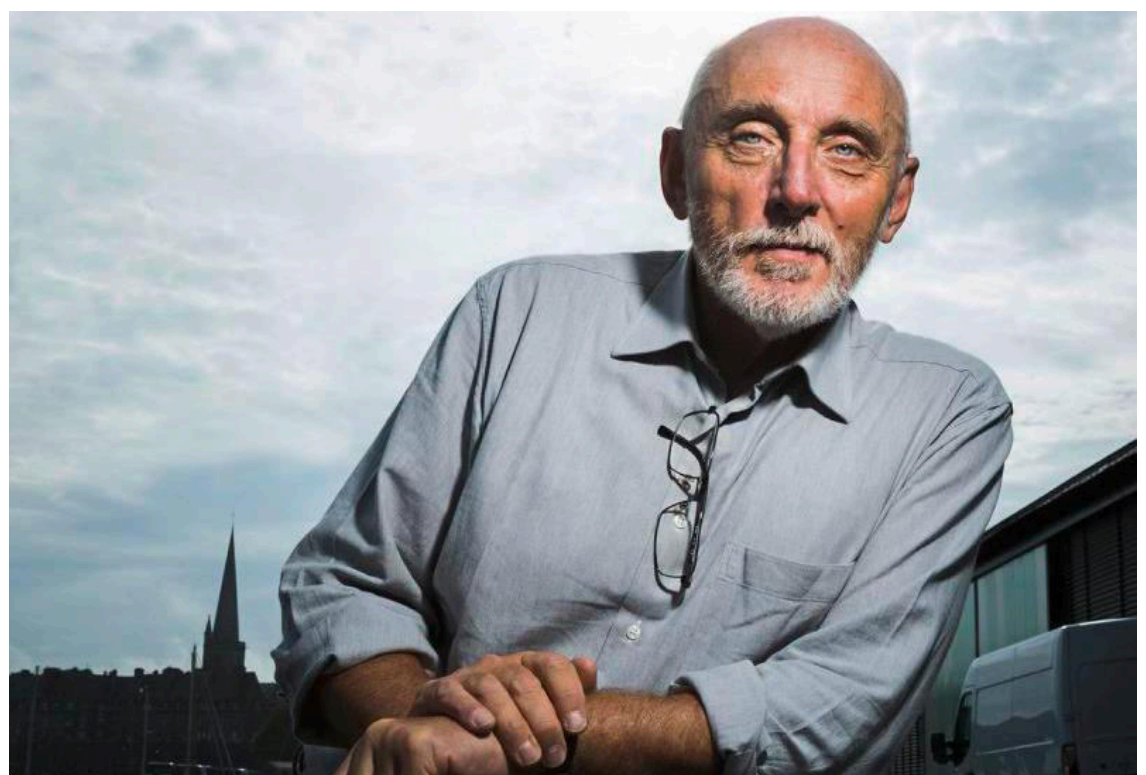
De cette généalogie nomade, il tire une empathie sans réserve pour les migrants : « *Je me suis toujours mis dans leurs souliers*. » Et une indignation devant la fermeture des frontières du Vieux Continent. « *Dans le passé, l'Europe s'est arrogé le droit d'envahir un pays. Maintenant que le courant anthropologique s'est inversé, elle l'a complètement oublié* », relève-t-il.

Un rejet qui, aux yeux de Paolo Rumiz, revient à une trahison de l'identité du continent, multiple par essence. Il le sait pour l'avoir arpenté de nombreuses fois, et notamment en 2008 depuis son septentrion, en Laponie finlandaise, jusqu'à Odessa, en Ukraine. Six mille kilomètres d'un périple au cours duquel l'écrivain perçoit une diversité de paysages, de coutumes et de peuples mais aussi d'intimes parentés dans ce glisse-

En la parant de récits inspirés de son passé lointain, et parfois antique, Paolo Rumiz veille à l'identité de l'Europe.

ment continu qui fait la singularité du territoire européen. Il en rendra compte dans un récit publié en France en 2011 (1). C'est le premier d'une série de quatre ouvrages sur l'Europe, avant *Le Fil sans fin* (2), écrit à partir de son itinérance à travers les monastères bénédictins disséminés dans l'Union, *Chant pour Europe*, le dernier paru dans les librairies françaises (voir ci-contre), suivi de *L'Insomnie de l'Europe* (3).

Tout à la fois lyrique et proche des lecteurs (qui l'« assègent » de courrier), Paolo Rumiz cherche des remèdes pour une Union



Paolo Rumiz, le 25 mai 2015. Philippe Matsas/Opale

européenne dont il ressent les battements, lui qui l'a vue se construire et habite en son cœur, à quelque dix kilomètres de Trieste, côté slovène. C'est qu'il nourrit pour son avenir une inquiétude profonde née il y a trente ans, en Bosnie, durant la guerre. « *Les civils voyaient l'Europe*

comme une chose magnifique qui viendrait les aider, et elle les a trahis, raconte-t-il. Alors, pour la première fois, je me suis aperçu dans un frisson que ma belle Europe était au bord du précipice. Dès lors, je me suis engagé. » Son engagement se traduira en mots, comme le lui a rappelé, des

années plus tard, une voisine de 94 ans à laquelle il apporte des repas. « *Un jour, elle m'a dit : "Monsieur Paolo, nous avons tous une mission dans la vie. La mienne est de cultiver la terre, la vôtre de cultiver la parole."* »

En la parant de récits inspirés de son passé lointain, et parfois antique, Paolo Rumiz veille à l'identité de l'Europe, et donc à sa longévité. « *Avoir un ennemi commun, la Russie, ne suffit pas pour savoir quels sont notre espoir, notre culture, notre différence*, justifie-t-il. Toute identité nationale a besoin d'un récit fondateur pour exister. Or, à Bruxelles, les politiciens ne connaissent pas ce récit fondateur, à savoir que nous avons toujours été un point d'accueil et devons le rester. L'Europe a un drapeau mais elle n'a pas de mythe. »

Marianne Meunier

Redonner puissance aux mots

Chant pour Europe

de Paolo Rumiz. Traduit de l'italien par Béatrice Vierende Arthaud, 368 p., 22 €

L'Europe a perdu son âme. Aussi, quatre Argonautes partent à sa recherche à bord d'un navire qui traverse la Méditerranée. Au Liban, ils rencontrent une jeune réfugiée syrienne, Europa, qui deviendra la figure de proue de leur bateau. Naviguant vers l'ouest, les voyageurs découvrent ce qu'est devenue l'Europe tout en évoquant son passé. Si cette odyssée écrite en vers libres fut « très difficile à rédiger », Paolo Rumiz a tenu à cette forme « parce qu'un grand nombre de mythes, dans l'Antiquité, ont été écrits en vers ». Mais pas seulement. « Nous vivons une époque où les mots sont attaqués par les réseaux sociaux, dit-il. Le choix de la difficulté était une marque de respect à leur égard. Il faut redonner leur puissance aux mots. » Et avec eux, à l'envie d'Europe.

Marianne Meunier

(1) Aux frontières de l'Europe, Paolo Rumiz, Hoëbeke, Gallimard, 288 p., 20,50 €.

(2) Arthaud, 288 p., 19,90 €.

(3) Traduction partielle sur www.arthaud.fr

carnet

décès

— Madame Anne Langlois, son épouse
Laurent, Pascale, Sophie, ses enfants
Mona, Gabriel, Étienne, Léopold, Aurélien, ses petits-enfants
Les familles Lafitte, Gorce, Boucenna, Levailant, Dauzet ont la douleur de faire part du décès du professeur **CLAUDE LANGLOIS** survenu le 26 mai 2024, à l'âge de 86 ans.
La cérémonie religieuse se tiendra en l'église Notre-Dame de Vincennes, le mardi 4 juin 2024, à 10 heures.
Ni fleurs ni couronnes.

La ligne : 20 € TTC.
La ligne en gras est facturée sur la base de deux lignes.
Remise de 10 % à nos abonnés.
Remise de 50 % pour les fiançailles, mariages et baptêmes.

— Henri et Catherine, Marie, Anne et Alain, Claire (+), Claude et Patrick, ses enfants
Pierre-Henry et Magali, Alix et Thomas (+), Benoît et Ina, Joachim et Alix, André (+), Roxane, Gabrielle, Lucie, Antoine, Paco, Moïse, David, ses petits-enfants
Gabriel, Marius, Odélia, Pyrène, Basile, Annaëlle, ses arrière-petits-enfants ont la tristesse de vous annoncer le rappel à Dieu le 26 mai 2024 à la Maison Marie-Thérèse à Paris, muni des sacrements de l'Église, **d'André BUSSEY**, ingénieur des Mines, maire honoraire de Juvisy-sur-Orge, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre National du Niger.
Ses obsèques seront célébrées en l'église Saint-Léger de Ruffey-lès-Beaune le 31 mai à 10 h 30, suivie de l'inhumation.
Une messe de requiem sera célébrée en l'église Notre-Dame de France de Juvisy-sur-Orge le 11 juin à 15 heures.

— Anne-Marie de Besombes, née Lanternier, son épouse,
Marie-Liesse et Serge Verdier, Amélie et Fabrice Barthélemy, Matthieu et Cécile de Besombes, ses enfants,
Louise (en religion Sœur Christophe), Hippolyte et Emmanuelle, Pierre, Eliette et Anatole, Thomas, Marin, Arnaud, Ludivine, Antonin, Théophile et Gabriel, ses petits-enfants, en union avec les familles de Besombes et Lanternier, ainsi que Beaudoin, Catta, Gaultier, Haumonté et Hutin, ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu, dans la paix, de **René de BESOMBES**, Ingénieur ESTP et Génie Atomique, le 28 mai 2024.
La célébration religieuse aura lieu le vendredi 31 mai, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, 2 rue Gerbert, à Paris 15^e à 10 h 30.
Il sera inhumé à Pléneuf-Val-André (Côtes-d'Armor).
[313 rue Lecourbe, 75015 Paris].

Transmission du carnet

Par courrier : 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex.

Par téléphone renseignement concernant les carnets : de 9 heures à 17 heures au 01 74 31 66 06 (du lundi au vendredi).

E-mail : carnetlacroix@bayardmedia.fr

(Préciser nom, adresse et n° de téléphone).

Les textes doivent parvenir avant 11 h pour une parution le lendemain (pas de rubrique le samedi/dimanche).

annonces légales

VAL-DE-MARNE

CONSTITUTION

Par ASSP en date du 25/05/2024 il a été constitué une SCI dénommée :

SCI HIBISCUS BEEV

Capital : 1000 €.

Siège social : 22 Ter rue du général Vauflaire 94320 THIAIS.

Objet social : Acquisition, vente, gestion, location et administration de tous biens immobiliers et autres produits financiers.

Gérance : M EDMOND Géraud demeurant 33 avenue du maréchal Joffre - 94170 LE PERREUX-SUR-MARNE.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de CRÉTEIL. Pour avis.

TRANSFERT DE SIÈGE

EMETH IT

SARL au capital de 10500 €

Siège social : 8 pl Salvador Allende 94000 CRÉTEIL

RCS CRÉTEIL 884 912 973

Sur décision de l'AGE du 28/02/2024, annonce le transfert de son siège social à l'adresse 37 rue Jean Fredon - 87000 LIMOGES.

Représentant : Eléonore NANA MBATCHOU.

Prise d'effet à compter du 30/05/2024.

Radiation au RCS de CRÉTEIL et immatriculation au RCS de LIMOGES.

FUSIONS

ALLO FRET

SAS au capital de 32.014,29 €

Siège social : Place de la Logistique, Sogaris 173 - 94150 RUNGIS

RCS CRETEIL 632 045 266

Par acte SSP du 13/02/2024, la SAS ALLO FRET, anciennement dénommée SOCIETE KALMES T.P.K., absorbante, a établi un projet de fusion avec la SAS ALLO FRET - COMPAGNIE DES TAXIS CAMIONNETTES (EN ABREGE : ALLO FRET), absorbée, (652 035 817 RCS CRETEIL), au capital social de 54.012 €, dont le siège social est sis Place de la Logistique, SOGARIS 173 - 94150 RUNGIS ; Actif apporté : 1.628.866,85 € Passif : 1.757.281,86 € - Actif net : - 128.415,01 €. Par acte SSP du 13/02/2024, la SAS ALLO FRET, anciennement dénommée SOCIETE KALMES T.P.K., absorbante, a établi un projet de fusion avec la SAS SOCIETE AUXILIAIRE DE TRANSPORT EXPRESS, absorbée, (380 865 832 RCS CRETEIL), au

capital social de 7.774,90 €, dont le siège social est sis Place de la Logistique, SOGARIS 173 - 94150 RUNGIS ; Actif apporté : 1.059.092,99 € Passif : 755.950,08 € - Actif net : 303.142,91 €. Les projets de fusion ont fait l'objet de publications au BODACC en date du 16/02/2024 et il n'a été formulé aucune opposition aux fusions qui ont pris effet le 19/03/2024. En application de l'article L. 236-11 du C.com : la société absorbante étant propriétaire de la totalité des droits sociaux composant le capital social des sociétés absorbées depuis une date antérieure au dépôt du projet de fusion au Greffe du Tribunal de commerce, la fusion n'a pas donné lieu à approbation, il n'a pas été procédé à une augmentation du capital de la société absorbante et les sociétés absorbées se sont trouvées dissoutes sans liquidation et la fusion a été définitivement réalisée. Toutefois, fiscalement et comptablement, la fusion a pris effet rétroactivement au 01/03/2023, de sorte que les résultats de toutes les opérations réalisées par l'absorbée depuis cette date jusqu'à la date de réalisation seront réputées réalisées, selon le cas, au profit ou à la charge de la société absorbante et considérées comme accomplies par cette dernière depuis le 01/03/2023. Le 19/03/2024, l'associée unique a décidé d'étendre son activité et son objet social aux activités de : transports routiers, service de transports publics routiers de marchandises, achat et vente de tous véhicules, transport de personnes, commissionnaire de transports, commissionnaire agréé en douane, stockage et entreposage, manutention, livraisons, garage, affrètement, en France et à l'étranger et de modifier l'article 2 des statuts. Pour avis.

Pour vos annonces judiciaires et légales

Contact : Média Marketing
au 01 41 38 86 15.

E-mail : lacroix@mediamarketing.fr

Par arrêté des préfets des départements intéressés, La Croix a été

désigné comme publicateur officiel

pour recevoir, en 2024, dans les

départements de Paris (0.237 €*),

Val-de-Marne (0.237 €*),

toutes les annonces judiciaires et

légales, en matière de procédure

civile et de commerce,

ainsi que les actes de société.

* Il s'agit du tarif d'un caractère

hors taxes.

bloc-notes

À distance

Soirée-débat

Quelle action politique nous inspire la pensée de René Girard ? :

jeudi 30 mai à 20 heures en visio, soirée-débat proposée par Saint-Merry-hors-les-murs, avec l'association Recherches Mimétiques. Jean-Marc Bourdin, spécialiste de René Girard et du politique, auteur de plusieurs ouvrages, dont *René Girard, philosophe politique malgré lui* (L'Harmattan, 2018), développera son diagnostic et ses propositions avant d'en débattre avec les participants.

Lien sur le site : saintmerry-hors-les-murs.com

Paris

Concert

Vendredi 31 mai à 20 heures, en l'église de la Madeleine (Paris 8^e), à l'occasion de la Journée mondiale copte 2024 qui commémore l'entrée de la Sainte Famille en Égypte, le diocèse copte orthodoxe de Paris et du nord de la France propose un grand concert d'hymnes coptes sur le thème de « La Création », interprété par la chorale et l'orchestre St-Kyrel.

Réservations en ligne : lamadeleineparis.fr/event/chorale-europeenne-st-kyrel.

Rens. : 07.57.69.07.15

Nathalie Jira (agenda.lacroix@groupebayard.com)

Offre spéciale nouvelle formule



6 mois pour
59€

LA CROIX
L'Hebdo

Une nouvelle maquette
avec plus de respirations,
de profondeur et une large place
laissée au visuel.

Des rubriques revisitées.

De nouveaux rendez-vous
et chroniqueurs à découvrir.

Le magazine chaque semaine et tous les contenus numériques
de *La Croix* inclus dans votre abonnement.

Abonnez-vous sur **la-croix.com/hebdo2216**



LA CROIX
contact

Service client (basé en France)
Téléphone : 01 74 31 15 02
du lundi au vendredi de 8h30 à 19h.

Votre abonnement
Numéro non reçu, retard de livraison, échéance de votre abonnement, problème de connexion
Votre compte client : librairie-bayard.com/compte
Question/Réponse en ligne : librairie-bayard.com/aide
Formulaire de contact : librairie-bayard.com/serviceclient

Pour un changement d'adresse définitif ou temporaire
librairie-bayard.com/serviceclient en précisant vos nom et adresse actuelle, votre adresse temporaire, et les dates de changement. Délais de prise en compte maximaux: 5 à 7 jours.

Pour vous abonner
Par internet : la-croix/abo.com
Par courrier : «La Croix», TSA 70008, 59714 Lille Cedex 9

Contacter la rédaction
18 rue Barbès, 92128 Montrouge cedex.
Site : la-croix.com
Téléphone : 01 74 31 68 36
lecteurs.lacroix@groupebayard.com
Sur les réseaux sociaux :
Facebook : [@lacroixjournal](https://www.facebook.com/lacroixjournal)
Twitter : [@LaCroix](https://twitter.com/LaCroix)
Instagram: [journal.lacroix](https://www.instagram.com/journal.lacroix)
Publicité 01.74.31.60.60.
Carnet 01.74.31.66.06
de 9h à 17 h, du lundi au vendredi.
carnetlacroix@bayardmedia.fr
Petites annonces Tél. : 01.74.31.16.18
(de 9 h à 18 h). Fax : 01.74.31.60.00.
Contact marchands de journaux

0 800 29 36 87 Service gratuit + prix appel

Édité par BAYARD, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex. Téléphone : 01.74.31.60.60. Fax : 01.74.31.60.01.

Directoire : Pascal Ruffenach (président et directeur de la publication), Dominique Greiner, Florence Guémy et Jean-Marie Montel (directeurs généraux).

Président du Conseil de surveillance : Hubert Chicou.

Actionnaires : Augustins de l'Assomption (93,7 % du capital), SA Saint-Loup, Association Notre-Dame de Salut.

Directrice de la rédaction : Anne Ponce.

Directeur adjoint de la rédaction : Séverin Husson.

Rédacteurs en chef : Arnaud Alibert, Isabelle de Gaulmyn, Fabienne Lemahieu, Jean-Christophe Ploquin.

Rédacteur en chef adjoint : Bruno Bouvet

Rédacteur en chef technique : Pierre Allais.

Correspondant permanent à Rome : Loup Besmond de Senneville.

Directrice du marketing audience et du développement de la marque : Laurence Szabason-Gilles.

Responsable de la vente au numéro : Marie-Pierre Tour.

Bayard Publicité-La Croix.

Directrice : Sibylle Le Maire.

Directrice adjointe : Fabienne Marquet, 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex.

Fabrication : Bayard Presse, 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex.

Impression : Paris Offset Print, 30, rue Raspail, 93120 La Courneuve ; Midi Print, ZA du pôle actif, 30660 Gallargues-le-Montueux.

Bayard Presse Benelux : Éditeur responsable : Laurence Festraets, rue de la Fusée 50, bte 10, 1130 Bruxelles. Téléphone : (0800) 250.38. Site: www.bayardchretien.be. N° de compte : 732 0043201-87.

États-Unis : La Croix (USPS n° 020305) is published daily in Paris by Bayard Presse at a yearly subscription rate of 714\$US. Periodicals postage paid at Champlain NY and additional mailing offices. Address changes should be sent to : IMS of NY, box 1518, Champlain NY 12919-1518. Printed in France.

Origine du papier : France.

Taux de fibres recyclées : 50,5 %.

Origine des fibres : papier issu de forêts gérées durablement. Impact sur l'eau : P_{tot} 0,010 kg/T

Reproduction d'articles interdite sauf autorisation de la Direction.

N° de commission paritaire (CPPAP) : 1024 C 85695. ISSN : 0242-6056.

Dépôt légal à date de parution.

Abonnement annuel plein tarif : 474 €.



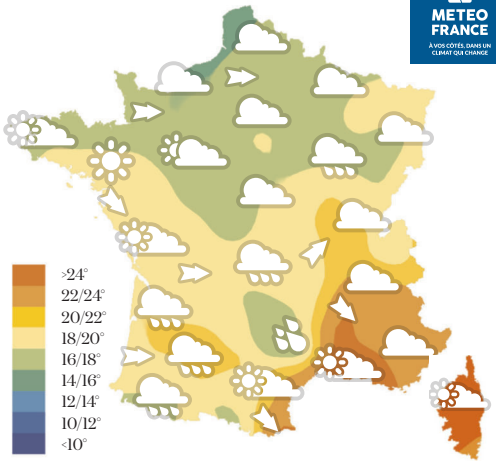
météo



Jeudi

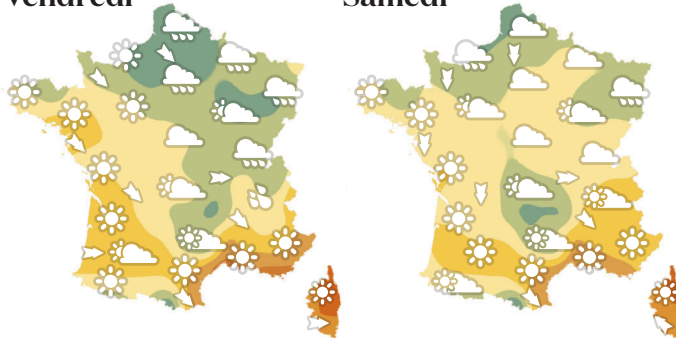
Les températures

Lille	12°	17°
Brest	12°	17°
Reims	11°	17°
Paris	13°	18°
Le Mans	12°	17°
Strasbourg	14°	18°
Nantes	13°	19°
Besançon	14°	19°
La Rochelle	15°	19°
Clermont-Fd	14°	19°
Bordeaux	16°	20°
Lyon	16°	21°
Grenoble	14°	22°
Biarritz	16°	17°
Toulouse	16°	20°
Perpignan	20°	24°
Marseille	19°	23°
Nice	17°	23°
Ajaccio	17°	26°



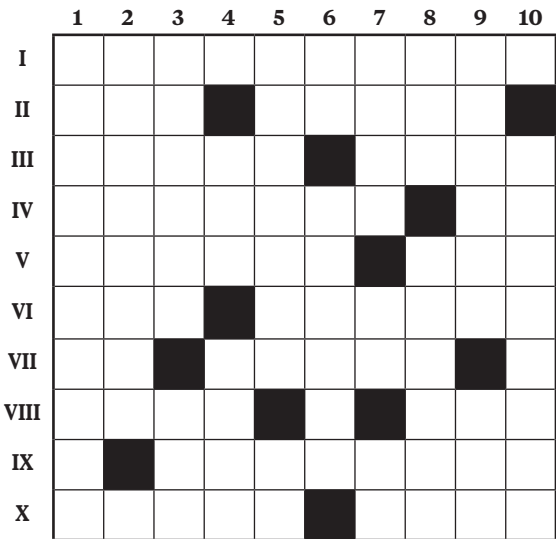
Vendredi

Samedi



mots croisés

Problème n° 8394 d'Arthur Gary



Horizontalement. – **I.** Coups de grâce... – **II.** Baba mais finaud. Trio avec un quatrième qui est tondu. – **III.** Mis à côté. Aller à la trame. – **IV.** Elles se distribuent au baptême. Possessif. – **V.** Compétition cycliste sur piste. On y voit le début d'une apparente ascension. – **VI.** Tranché. S'amuse (se). – **VII.** Fin de verbe. Vins pétillants. – **VIII.** Arbres à came. Il résiste au peigne. – **IX.** Grand terrier anglais. – **X.** Ville de Mayenne. Entendre comme Molière.

Verticalement. – **1.** Comme le rire du méchant de l'histoire. – **2.** Inquiétera. – **3.** Mettant entre guillemets. Poudre de chêne. – **4.** Produit un effet. Elle s'étend sur un bon morceau de la croûte. – **5.** Des gens très regardants. Tête de pont. – **6.** Maître raccourci. Fasse de la radio. – **7.** Nommés grâce aux voix. Indication de lieu. À doubler les yeux fermés. – **8.** Tournez à la fin. Anneau d'aviron. – **9.** Très efficace en somme. Il se fait sans problème avec l'as. – **10.** Support d'armes.

Solutions du n° 8393: Horizontalement. – **I.** Sinistrées. – **II.** Amadouant. – **III.** Lac. Tangos. – **IV.** Âgées. Cane. – **V.** Mêle. Reg. – **VI.** Lune. Éva. – **VII.** Noé. Ain. Ac. – **VIII.** Dr. Finesse. – **IX.** Rides. Vote. – **X.** Énée. Pèses.

Verticalement. – **1.** Salamandre. – **2.** Image. Orin. – **3.** Nacelle. Dé. – **4.** Id. Eau. Fée. – **5.** Sots. Nais. – **6.** Tua. Rein. – **7.** Rance. Névé. – **8.** Engagé. S.O.S. – **9.** Eton. Vaste. – **10.** Sétacées.

saint du jour

Sainte Jeanne d'Arc (+ 1431)
À 13 ans, Jeanne entend les voix des saints Michel, Catherine et Marguerite lui demander de libérer la France des Anglais et de faire sacrer le roi à Reims. Un an après avoir délivré Orléans, elle est faite prisonnière à Compiègne, livrée

aux Anglais et emprisonnée. Condamnée comme hérétique par un tribunal ecclésiastique, elle meurt brûlée vive à 19 ans, à Rouen. Elle est copatronne de la France.

Demain Visitation de la Vierge Marie

méditation

Vendredi 31 mai
Fête de la Visitation de Marie
(Lc 1, 39- 6)

Quelle chance d'ouvrir ou de conclure notre journée en contemplant la Visitation de Marie chez sa cousine Élisabeth ! Visitation de deux femmes bénies par Dieu, chacune porteuse d'un enfant, que chacune différemment doit à la grâce de Dieu. Comme hier, cet Évangile nous rend témoins d'un dialogue de Salut, dialogue qui commence par une simple salutation et laisse alors éclater la bénédiction d'Élisabeth pour Marie et pour Dieu à laquelle répond l'action de grâces de Marie, le Magnificat. Une simple rencontre de deux parentes où l'Esprit Saint présent en l'une et en l'autre suscite de telles louanges.

Comme l'écrit le bienheureux Christian de Chergé dans sa forte médiation de la visitation, « *c'est entre les enfants que tout se passe* ». Selon lui, cette visitation nous fait découvrir que, nous aussi, comme Marie, nous sommes porteurs d'une bonne nouvelle à partager. Cet épisode est une invitation à vivre nos rencontres, à commencer par celles de ce jour, comme une visitation où la Parole que nous portons dans nos vases d'argile rencontre l'Esprit, aussi présent et donné à l'autre, quelle que soit son appartenance.

Invitation pour l'Église à vivre la mission sous le signe de la visitation. Invitation à demander à l'Esprit qu'Il nous donne la grâce de vivre nos rencontres comme des visitations !

Christophe Roucou, de la Mission de France (Maroc)

Autres lectures : So 3, 14-28 ; Cant. Isaïe 12, 2-6

LA CROIX
FORMULE INTÉGRALE

- Le quotidien, du lundi au vendredi
- La Croix L'Hebdo, chaque vendredi
- Tout le numérique 24h /24 et 7 j/7



RETROUVEZ TOUTES
NOS OFFRES D'ABONNEMENT SUR

Simple, sûr, rapide ! la-croix.com/abo



LA CROIX. Et demain sera tout aussi surprenant.

Certains abonnés trouveront dans ce numéro un encart Courrier La Croix.



en partenariat
avec



Le nouvel âge de l'Europe

Pendant deux semaines, *La Croix* analyse le fonctionnement et les grands choix de l'Union européenne.

Les mesures en faveur de l'écologie adoptées durant les cinq dernières années au Parlement européen sont régulièrement accusées d'engendrer la désindustrialisation du Vieux Continent. Bruxelles entend pourtant soutenir l'industrie, tout en garantissant la transition écologique.

la question qui fâche 4/10

Le «pacte vert» a-t-il tué l'industrie européenne?

Bruxelles
De notre correspondante

En 2019, prenant ses fonctions à la tête de la Commission européenne, Ursula von der Leyen annonce l'énorme chantier du «pacte vert», supposé rendre le Vieux Continent neutre en carbone à l'horizon 2050. Cinq ans plus tard, une flopée de textes a été votée en vue de rendre bon nombre de secteurs plus «verts».

Ce «Green Deal» ne cesse d'être mentionné dans la campagne pour les élections européennes du 9 juin. Certains candidats le couvrent de louanges, là où d'autres appellent ardemment à l'abandonner. Une critique revient souvent : le «pacte vert» étoufferait l'industrie car il ferait peser sur elle une charge administrative considérable et irait de pair avec des coûts supplémentaires.

La Commission européenne, elle, n'en a jamais démordu : la transition vers le zéro carbone est une chance pour l'industrie. En outre, fabriquer plus d'éoliennes, de voitures électriques, de pompes à chaleur ou de panneaux photovoltaïques ne peut que rimer avec davantage d'emplois et avec une

montée en gamme des compétences.

Conscient des défis que représente la transition verte pour l'industrie, l'exécutif européen lui a dédié un plan, dévoilé l'an dernier, pour qu'elle puisse se plier aux nouvelles exigences environnementales sans pour autant perdre en compétitivité. Avec son règlement renforçant la production de produits de technologie «zéro net», proposé en mars 2023 et qui a fait l'objet d'un accord en février 2024, la Commission a notamment ouvert la voie à l'octroi de permis simplifiés pour certaines technologies essentielles. Il s'agit d'accélérer la production de panneaux solaires, batteries, pompes à chaleur, composants nucléaires et autres technologies jugées propres.

Ce texte, qui donne un coup de pouce à l'industrie, peut d'ailleurs se lire comme la réponse de l'Europe à l'Inflation Reduction Act (IRA) américain, le grand plan de Joe Biden pour accélérer la transition verte aux États-Unis. Dans la même veine, la Commission a dévoilé une proposition de législation sur les matières premières critiques, ces métaux et terres rares particulièrement utiles pour la transition énergétique. Bruxelles estime

« Des secteurs de l'industrie, comme les énergies fossiles ou les centrales à charbon, vont décliner, et il faut l'accepter. »

qu'il faut diversifier les sources d'approvisionnement de l'UE.

Mais tous les secteurs de l'industrie vont-ils vraiment sortir gagnants de cette transition ? «*La compétitivité des secteurs classiques, comme le ciment, le verre, l'acier ou le papier, a été affectée récemment par les prix de l'énergie et la dépendance au gaz russe, mais pas par le pacte vert. Au contraire, ce dernier apporte plutôt des solutions en cherchant à électrifier les processus industriels*», analyse Neil Makaroff, directeur du laboratoire d'idées Strategic Perspectives.

En revanche, estime l'expert, «*des secteurs de l'industrie, comme les énergies fossiles ou les centrales à charbon, vont décliner*

ner, et il faut l'accepter». Le Fonds de transition juste, imaginé lui aussi dans le cadre du «pacte vert», doit adoucir la chute de ces mastodontes. Mais il n'est pas illimité et ne pourra pas servir à maintenir à flot des industries trop néfastes pour le climat.

En France, le président Emmanuel Macron n'avait pas hésité, dès mai 2023, à réclamer une «*pause réglementaire*» dans l'édiction des normes environnementales. La Belgique, qui occupe jusqu'à fin juin la présidence tournante du Conseil de l'UE, ne défend désormais le «pacte vert» que du bout des lèvres. Le premier ministre Alexander De Croo ne jure plus que par une nouvelle législation pour une industrie propre. «*À côté du Green Deal, nous devrions avoir une sorte de "Clean Industry Act" pour aider notre industrie à atteindre ses objectifs. Je serais le dernier à dire qu'il faut réduire nos objectifs en matière d'émissions de CO₂. Mais, pour le reste, j'ai eu l'occasion de dire il y a six mois qu'il faut faire une pause dans les autres domaines : tout le monde était fâché contre moi, mais je persiste à le dire. L'Europe doit*



définir ses priorités», a-t-il lâché devant la presse belge.

L'actuelle Commission a posé les premiers jalons en vue de mettre sur pied cette loi. Le prochain exécutif européen, qui entrera en fonction à l'automne prochain, sera attendu au tournant sur cette question. Quant à l'idée de mettre en place un fonds de souveraineté européen visant à soutenir des investissements communs pour créer une base industrielle verte en Europe, elle fait son chemin. Mais il est encore trop tôt pour savoir si elle survivra au prochain scrutin.

Céline Schoen

Demain Les eurodéputés sont-ils sous la coupe des lobbys ?

Laurindo Feliciano pour La Croix



l'Europe en trois minutes, le podcast

Quel est le rôle de la Commission européenne ?

“ La Commission européenne est l'organe exécutif de l'UE. Elle met en œuvre les lois et le budget de l'Union, avec une particularité : c'est la seule institution qui propose les lois européennes, notamment les directives et les règlements. Elle a ce qu'on appelle “le monopole de l'initiative législative”. Dans la procédure législative ordinaire, une fois qu'un texte est proposé par la Commission, il doit être adopté par les eurodéputés et les États membres au Conseil de l'UE. La Commission est également chargée de surveiller la bonne application de ces lois européennes par les États et les entreprises. Elle peut même condamner les mauvais élèves à



Comment fonctionnent le Parlement, la Commission, l'espace Schengen ? L'Europe n'est pas toujours simple à comprendre. La Croix s'associe au média en ligne Toute l'Europe et vous invite à découvrir son podcast, une série audio courte et sans jargon pour mieux saisir les enjeux de l'UE. Trois minutes de pédagogie à découvrir en scannant ce QR Code.

toute l'Europe
Comprendre l'Europe

portraits d'eurodéputé(e)s

La vigie des accords commerciaux

Marie-Pierre Vedrenne

Vice-présidente
de la commission
du commerce international
au Parlement européen



Alexis Haulot/European Parliament

En position rééligible sur la liste de la majorité présidentielle, cette élue de Bretagne estime avoir réussi à «faire bouger des lignes» sur la politique commerciale et le projet d'accord avec le Mercosur.

C'était son tout premier mandat. «Mon engagement politique est la concrétisation d'un engagement militant européen», explique Marie-Pierre Vedrenne, 41 ans, membre du MoDem et ancienne directrice de la maison de l'Europe de Rennes. En troisième position sur la liste de la majorité présidentielle, cette juriste, spécialiste en droit européen et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), voudra, si elle est réélue, se réengager au sein de la commission du commerce international, dont elle est la vice-présidente.

En 2019, elle a choisi de l'intégrer car «les sujets traités sont au cœur du réacteur de l'action de l'Union européenne, c'est là où sont les leviers pour agir face aux États-Unis et à la Chine». «À Bruxelles, on m'a dit : “Tu vas être détestée en France”», raconte l'élue centriste, consciente que défendre certains accords commerciaux «ne serait pas populaire». Mais comment exister dans la myriade d'élus du Parlement européen, où les eurodéputés allemands sont considérés comme les plus influents ? «Il n'y a pas de majorité, c'est donc une influence très horizontale. C'est votre présence et votre influence, du fait de votre travail, qui vont permettre d'embarquer les collègues», explique-t-elle, forte de son expérience de coprésidente de la délégation des eurodéputés Renaissance. Elle dit avoir multiplié les cafés, à son arrivée, pour comprendre les parcours des autres élus, leurs lignes rouges, leurs objectifs et engagements nationaux.

La fabrique du compromis relève aussi du facteur humain. Marie-Pierre Vedrenne prend en exemple ses relations avec l'Espagnol Jordi Cañas, membre comme elle du groupe Renew et des mêmes commissions : «Sur les sujets emploi et affaires sociales, c'est mon meilleur al-

lié. Sur les sujets commerciaux, spécifiquement le Mercosur, c'est mon opposant, lui est pour et moi contre.»

«La culture du compromis, on s'imagine que c'est la compromission. Non ! Le Parlement européen est le bon lieu pour mettre en avant des vrais débats politiques de fond, et ils sont souvent musclés, témoigne la Française. Le jour où j'ai fait passer l'amendement “Mercosur, pas en l'état”, Jordi Cañas est arrivé en réunion de groupe avec la musique de Dark Vador», la Marche impériale, qui représente le système totalitaire dans La Guerre des étoiles.

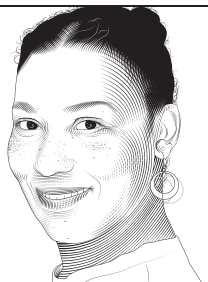
«La culture du compromis, on s'imagine que c'est la compromission. Non !»

Marie-Pierre Vedrenne se félicite «d'avoir fait bouger des lignes». Elle avait pour objectif de réformer le contenu des accords de commerce et de renforcer la boîte à outils juridiques pour défendre les intérêts européens. Elle estime la mission accomplie, citant un instrument pour la réciprocité sur les marchés publics et un autre dissuasif contre la coercition économique.

«Avoir été rapporteure sur l'application des règles en matière commerciale a été un élément de bascule pour mon influence et ma crédibilité au Parlement européen et auprès de la Commission européenne», assure-t-elle. Avant d'ajouter : «J'ai réussi à bâtir l'image d'une Française avec qui on peut échanger et qui n'est pas une protectionniste primaire.» Quand elle rentre en Bretagne, où elle est élue régionale depuis 2021, Marie-Pierre Vedrenne organise des rencontres avec des jeunes pour «montrer que les décisions prises les concernent, que ce n'est pas un monde à part».

Corinne Laurent

Demain Brando Benifei, à la pointe de la régulation de l'IA



Ce que je suis ?

La chronique de **Estelle-Sarah Bulle**

Un libraire commentait mes romans l'autre jour. Il trouvait que mon deuxième livre, *Les Étoiles les plus filantes*, récit qui se situe au Brésil dans les années 1950 (donc bien avant ma naissance), ne me ressemblait pas. Il considérait que l'on me trouvait bien mieux dans mon premier et mon troisième roman, dont l'action se passe, dans les deux cas, en Guadeloupe.

C'est vrai, libraire ? Seules mes histoires imaginées dans l'île natale de mon père peuvent me ressembler ? Mais pourtant, je ne peux pas être uniquement cela, quand bien même je le voudrais. Même mon père s'étonne lorsque je dis que je suis guadeloupéenne. C'est donc que je suis autre chose, au moins en partie. Même pour celui qui m'a donné la vie.

Les enfants nés du métissage, comme moi, ont toujours cette question chevillée au corps : qui suis-je, finalement ? Bien entendu, aucune réponse ne conviendra jamais. Comme avec n'importe quel être humain. Seuls les

esprits étriqués et réactionnaires croient aux identités bien limitées, enclous derrière des murailles qu'ils s'imaginent toujours en danger d'être prises d'assaut. Murailles fixes qu'ils pensent devoir aussi ériger autour de chacun d'entre nous. Drôle de projet, répugnant et mortifère.

J'admets une sensibilité particulière au sort des femmes et hommes noirs au cours des siècles, notamment ceux qui ont subi l'esclavage. Les larmes me viennent lorsque je lis sur une liste datant de 1795 les noms et fonctions d'esclaves propriétés d'une plantation aux Antilles, notamment quand mes yeux tombent sur « *Henriette, 2 ans, servante* ». Deux ans et déjà servante... Qui pouvait-elle bien servir à un âge où elle tenait à peine sur ses jambes ? Probablement les enfants du maître, qui pouvaient l'utiliser à volonté, tel un jouet à disposition. Elle était en tout cas déjà comptabilisée comme bien meuble, et ce avant même sa naissance, le ventre de sa mère étant lui-même considéré comme un investissement par

Ce que je suis, je l'ignorerai sans doute jusqu'à ma mort.

le propriétaire d'esclaves qui la fit « ensemencer ».

Article 38 du « code noir » élaboré par Colbert et promulgué par Louis XIV en 1685 :

« L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois, à compter du jour que son maître l'aura dénoncé en justice, aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lis sur une épaule ; s'il récidive un autre mois pareillement du jour de la dénonciation, il aura le jarret coupé, et il sera marqué d'une fleur de lis sur l'autre épaule ; et, la troisième fois, il sera puni de mort. »

Et si l'esclave était en fuite depuis moins d'un mois ? Mon cœur frémit de dégoût à lire un à un les articles du « code noir », non seulement par les atrocités que j'y lis, mais par les horreurs auxquelles il laisse largement

cours, et par l'idée que ce code était néanmoins une tentative de limiter un peu, de contrôler légèrement les violences exercées passionnément par les maîtres sur les esclaves. Violences jugées parfois « excessives », dont la barbarie émouvait jusqu'à Paris (sans compter que des tortures trop répétées gâtaient bêtement le cheptel d'esclaves, le « code noir » étant à cet égard un manuel de bonne gestion économique).

Bien sûr, tout cela me travaille et me définit d'une façon ou d'une autre. Mais, libraire, j'aime aussi la musique. Et le cinéma. Et les peintures de David Hockney. Les brasseries parisiennes. Et le visage de Jean-Paul Belmondo dans *Pierrot le Fou*. Et les pivoines. Pourquoi n'en parlerais-je pas dans un roman ? J'y mettrais moins de « moi » que dans les personnages que je fais déambuler dans les Caraïbes ?

Heureusement, la vie connaît plus de détours que les innombrables atteintes qu'on lui fait subir chaque jour. Ma vie ne se résume pas à mes cauchemars.

Mes cauchemars peuvent nourrir mon esprit et l'aider à s'ouvrir. Être moi (ce qui constitue la grande aventure, selon Simone de Beauvoir), est une évolution perpétuelle.

Ce que je suis, je l'ignorerai sans doute jusqu'à ma mort. Mais je sais que j'aime entendre le bruit de la mer, le rire des enfants et caresser le dos des chats. À propos de la mer, je viens de trouver dans le journal de Clarice Lispector (dont je vous parle souvent) une pensée merveilleuse : la mer est une force maternelle, à l'odeur puissamment masculine. Peut-être l'entité la plus parfaitement féminine et masculine à la fois. Elle le dit bien mieux que cela, mais je suis assise dans une brasserie et je la cite de mémoire. N'est-ce pas une belle idée, loin de toute obsession de fixité ?

Eh bien j'ignore toujours le début du commencement de cette personne que je suis censée être. Mais j'aime que mes lecteurs se retrouvent dans mes textes. Libraire, c'est toi qui t'es trouvé dans mes romans. Tant mieux.

l'image

On compare généralement la politique à un échiquier. On a tort : c'est un jeu de dames.

Aurélien Scholl

Une femme portant une robe ornée du visage de l'icône anti-apartheid Winnie Madikizela-Mandela attend l'ouverture du bureau de vote dans le township d'Umlazi à Durhan (Afrique du Sud), le 29 mai. Gianluigi Guercia/AFP

